

— continue on volume 3

1
a



t. 18a.

Médiathèque VS Mediathek



1010823815

NB 667/14,A

CODE CIVIL

DU

CANTON DU VALAIS.

(Line troisième.)

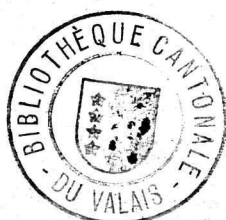
titres 1-5



SION,
IMPRIMERIE DE CALPINI-ALBERTAZZI.

1851.

NB 657/14, a



3113

CODE CIVIL

DU

CANTON DU VALAIS.



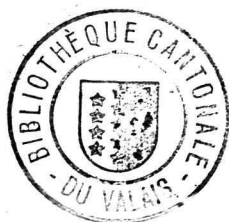
LIVRE TROISIÈME.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT
LA PROPRIÉTÉ.

Dispositions générales.

566. La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession testamentaire ou *ab intestat*, par donation entre-vifs et par l'effet d'autres obligations.

567. La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation et par prescription.



568. Les choses qui n'appartiennent à personne, mais dont on peut devenir propriétaire, s'acquièrent par l'occupation;

Ces choses sont :

Les animaux qui ne sont possédés par personne, et qui sont l'objet de la chasse et de la pêche; le trésor et les choses mobilières abandonnées.

Les choses perdues peuvent aussi s'acquérir par l'occupation.

569. La faculté de chasser et de pêcher est réglée par des lois particulières.

Il n'est cependant pas permis d'entrer sur le fonds d'autrui, pour y chasser contre la défense du possesseur.

570. Tout propriétaire d'essaims d'abeilles a le droit de les suivre sur le fonds

d'autrui ; mais il est tenu de réparer le dommage causé au possesseur du fonds.

Si le propriétaire ne les a pas suivis dans les deux jours, ou a cessé de les suivre pendant un même intervalle de temps, les essaims peuvent être pris et conservés par toute personne sur un terrain public ou communal, et par le propriétaire du fonds sur un terrain particulier.

Le même droit appartient au propriétaire des animaux apprivoisés ; mais si on ne les réclame pas dans le terme de vingt jours, ils appartiennent à celui qui s'en est rendu maître.

571. La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds ; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour une moitié à celui qui l'a découvert par le pur effet du ha-

sard, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est un dépôt ancien de toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété.

572. Celui qui trouve une chose est tenu de la restituer au précédent possesseur, si les signes qu'elle présente ou d'autres circonstances le lui font connaître.

Mais, s'il ne le connaît pas, et que la chose excède la valeur d'un franc, il devra dans le délai de quarante huit heures en faire la consignation au président de la commune où elle aura été trouvée.

Dans les deux cas prévus par le présent article, l'inventeur qui n'aura pas fait la restitution ou la consignation prescrite, sera considéré comme détenteur frauduleux de la chose d'autrui.

573. Le président de la commune fera connaître au public la consignation qui lui aura été faite.

Si la valeur de l'objet trouvé dépasse six francs, il en donnera connaissance par la voie du Bulletin officiel.

574. Si dans les six mois de la publication, le maître ne se présente pas, la chose est présumée abandonnée, et appartient à celui qui l'a trouvée. Lorsque les circonstances en auront exigé la vente, il aura droit de s'en faire remettre le prix.

575. Le maître de la chose perdue ou celui qui l'a trouvée, quand il la reprend ou qu'il en reçoit le prix, est tenu de rembourser les frais.

576. Le maître de la chose devra, si celui qui l'a trouvée l'exige, lui payer, à ti-

tre de récompense, le dixième de la somme ou de la valeur de la chose ; mais, si cette somme ou cette valeur est au-dessus de mille francs, la récompense pour l'excédant ne sera que du vingtième.

577. Il est des choses qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.



TITRE PREMIER.

DES SUCCESSIONS.

578. Les successions sont déferées par la disposition de l'homme ou par celle de la loi.

579. On ne peut disposer, ni de sa succession en tout ou en partie, ni de sommes ou d'objets particuliers qui y sont compris, que par testament; sauf les exceptions énoncées dans le chapitre V. du titre des *donations*.

TITRE II.

DES SUCCESSIONS TESTAMENTAIRES.

CHAPITRE I.

Du testament.

580. Le testament est un acte révocable de sa nature, par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus et conformément à ce qui est prescrit par la loi, de tout ou partie de ses biens, en faveur d'une ou de plusieurs personnes.

581. Le testament peut renfermer des dispositions soit à titre universel, soit à titre particulier.

582. Les dispositions à titre universel sont celles par lesquelles le testateur laisse à une ou à plusieurs personnes, l'universalité de ses biens, ou une quote part de cette universalité.

Toutes les autres dispositions sont à titre particulier.

583. Deux ou plusieurs personnes ne pourront, par un même acte, faire un testament, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque.

CHAPITRE II.

De la capacité de disposer et de recevoir par testament.

584. Toutes personnes peuvent disposer et recevoir par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables.

585. Sont incapables de disposer par testament :

Ceux qui n'ont pas l'âge de seize ans accomplis ;

Ceux qui ont été privés de ce droit en vertu d'une condamnation pénale, conformément à ce qui est établi au titre *de la jouissance et de la privation des droits civils* ;

Les interdits pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur ; à moins qu'il ne soit

prouvé qu'ils étaient sains d'esprit à l'époque où le testament a été fait;

Les personnes mêmes qui n'auraient pas été interdites, lorsqu'il sera prouvé qu'elles étaient en état d'imbécillité, de démence ou de fureur; ou que, pour toute autre cause, elles n'étaient pas saines d'esprit à l'époque du testament.

586. L'étranger qui possède des biens en Valais, peut en disposer par testament, même en faveur d'un étranger, suivant ce qui est réglé par l'art. 8 du présent code.

Lors même qu'aux termes du dit article, l'étranger ne pourrait disposer de ses biens, il lui sera néanmoins facultatif d'en disposer en faveur d'un Valaisan.

587. L'incapacité provenant d'une condamnation pénale, comme celle résultant de

la qualité d'étranger, vicie le testament, lors même que cette incapacité n'existerait qu'au moment du décès du testateur.

Si l'incapacité survenue après le testament a cessé avant le décès du testateur, elle ne préjudicie point à la validité du testament.

588. Nul ne peut, par convention ou autrement, s'interdire la faculté de tester.

589. Sont incapables de recevoir par testament :

Ceux qui ne sont pas encore conçus, à l'exception des enfans au premier degré d'une personne déterminée et vivante à l'époque du décès du testateur;

Ceux qui ne sont pas nés viables;

Ceux qui sont privés de ce droit en vertu d'une condamnation pénale, conformé-

ment à ce qui est établi au titre *de la jouissance et de la privation des droits civils* : ils pourront cependant recevoir pour cause d'alimens;

Enfin l'étranger, en conformité de ce qui est dit à l'article 8.

590. Lorsqu'il s'agit de l'incapacité des enfans non conçus, de celle qu'entraîne une condamnation pénale, et de l'incapacité résultant de la qualité d'étranger, on ne considère que l'époque du décès du testateur.

Cependant on considère aussi le temps où la condition imposée par le testateur s'accomplit, lorsqu'il s'agit de celle dont il est parlé à l'article 682.

591. Ne peuvent recevoir que des alimens :

1° Les enfans dont les père et mère, à l'époque de la conception, étaient tous les deux, ou l'un d'eux seulement, engagés dans les liens du mariage avec une autre personne ;

2° Les enfans nés de personnes qui ne pouvaient contracter mariage pour cause de parenté ou d'affinité, en ligne directe à l'infini, ou pour cause de parenté en ligne collatérale, jusqu'au second degré suivant la supputation civile ;

3° Les enfans dont le père et la mère, ou seulement l'un d'eux, étaient à l'époque de la conception, engagés dans des ordres sacrés, ou liés par des vœux solennels de profession religieuse.

592. Les enfans naturels ne pourront rien recevoir par testament au de-là de ce

que la loi leur accorde dans la succession *ab intestat*.

593. L'incapacité établie aux deux articles précédens n'est relative qu'aux dispositions des père et mère des enfans qui y sont mentionnés : elle n'existe pas vis-à-vis de toute autre personne.

594. Sont incapables de recevoir par testament, comme indignes :

1° Celui qui a été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au testateur, à moins que celui-ci n'ait fait son testament postérieurement au délit, et après en avoir connu l'auteur;

2° Le majeur qui, sachant qu'il est héritier du défunt, et qui, instruit du meurtre commis sur sa personne, ne l'aura pas dénoncé à la justice dans les six

mois, à dater du jour où il en aura eu connaissance, sauf le cas où le ministère public aurait poursuivi d'office. Le défaut de dénonciation ne peut être opposé à l'époux, aux descendants et aux ascendants du meurtrier, ni à ses frères ou sœurs, oncles ou tantes, neveux ou nièces, ni à ses alliés aux mêmes degrés ;

3° Celui qui a formé contre le testateur une accusation pour délit emportant peine de mort ; lorsque cette accusation aura été déclarée calomnieuse par jugement, à moins que le testateur n'ait disposé après avoir connu l'accusation et la déclaration de calomnie ;

4° Toute personne qui a empêché le testateur de faire un nouveau testament ou de révoquer celui qu'il avait fait, ou

qui a supprimé, biffé ou falsifié le testament postérieur ;

5° Celui qui a contraint quelqu'un ou l'a engagé par dol à faire un testament, ou à changer celui déjà fait. Cet individu ne peut rien recevoir, ni en vertu du dernier testament, ni en vertu du testament antérieur.

595. L'héritier exclu de l'hérédité ou du legs pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

596. Si celui qui est exclu de l'hérédité pour cause d'indignité a des enfans ou descendans, ceux-ci, lorsqu'il y aura d'autres héritiers, auront droit à la part légitimaire ou à la réserve qui aurait été due à leur auteur.

Toutefois l'exclu n'aura aucun des droits d'usufruit ou d'administration qu'il aurait pu exercer, en vertu de la puissance paternelle, sur la portion d'hérédité dévolue à ses enfants ou descendants, il ne pourra leur succéder *ab intestat* dans les biens provenant de la succession dont il a été exclu.

597. Les membres des ordres monastiques ne peuvent disposer par testament après l'émission des premiers vœux, même temporaires.

Ils ne peuvent rien recevoir par testament, excepté de modiques pensions viagères pour leurs menues dépenses.

598. Les membres des ordres monastiques qui ont fait des vœux perpétuels ou temporaires, et qui, après en avoir été légitimement déliés, rentrent dans le monde, recouvrent, mais seulement pour l'avenir,

la capacité de recevoir par testament, et de disposer des biens acquis postérieurement à leur rentrée dans le monde.

S'ils y rentrent cependant dans les dix ans depuis l'émission de leurs premiers vœux, ils seront non seulement censés rétablis dans le droit de disposer et de recevoir, mais ils pourront en outre demander l'exécution des dispositions testamentaires antérieurement faites à leur profit, et les fruits d'une année seulement.

599. Les corporations religieuses ne peuvent pas acquérir par testament.

Les autres personnes morales, telles que les hôpitaux, les cures, les confréries religieuses, les établissemens d'utilité publique peuvent recevoir par testament; mais si les dispositions testamentaires ont pour objet des immeubles, elles ne pourront recevoir leur

exécution qu'autant qu'elles seront approuvées par un décret du Grand Conseil.

600. Toute disposition testamentaire au profit des personnes incapables dont il est parlé aux articles 591 et 592, sera nulle, quand même elle serait faite sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfans et descendans, et l'époux de la personne incapable.

Hors les cas d'incapacité prévus dans les articles susdits, ou s'il s'agit de personnes autres que celles désignées ci-dessus, la disposition ne sera annulée qu'autant que celui qui l'attaque, prouvera qu'elle a été faite en fraude de la loi.

CHAPITRE III.

De la portion de biens dont on peut disposer par testament et de la légitime ou réserve ; de la réduction et de l'exhérédation.

SECTION I.

De la portion de biens dont on peut disposer par testament, et de la légitime ou réserve.

601. Les libéralités par testament ne pourront excéder le tiers des biens du disposant, s'il laisse à son décès un ou plusieurs enfans légitimes ou légitimés ; la moitié, si, à défaut d'enfans légitimes ou légitimés, il laisse des enfans naturels, des ascendans ou des collatéraux au quatrième degré, dans chacune des deux lignes paternelle et maternelle ; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendans ou des collatéraux au quatrième degré que dans une ligne.

602. Néanmoins le testateur peut, au préjudice d'un héritier étranger au Canton, disposer de la même part de biens dont on pourrait, en pareil cas, disposer dans le pays auquel appartient cet étranger; sans que cette part puisse jamais être moindre que celle fixée à l'article précédent.

603. Sont compris dans l'article 601, sous le nom d'enfans, les descendans en quelque degré que ce soit.

604. La portion non disponible des biens forme la légitime ou la réserve. — Elle est recueillie par les parens en ligne descendante, ascendante ou collatérale, dans l'ordre où la loi les appelle à succéder.

Lorsqu'il n'y a des ascendans ou des collatéraux au quatrième degré que dans une ligne, ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concur-

rence avec des collatéraux plus éloignés ne leur donnerait plus la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

605. La légitime ou la réserve est due en toute propriété, sans que le testateur puisse la soumettre à aucune charge ni condition.

606. A défaut de descendants légitimes ou naturels, d'ascendants ou de collatéraux au quatrième degré, les libéralités par testament pourront épuiser la totalité des biens.

607. Si la disposition est d'un usufruit ou d'une rente viagère, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

608. La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère,

soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles, en ligne directe à tous les degrés, ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse.

Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles qui auraient consenti à ces aliénations.

SECTION II.

De la réduction des dispositions testamentaires.

609. Les dispositions testamentaires qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession.

610. La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existans au décès du testateur.

On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur valeur à l'époque des donations, s'il s'agit d'effets mobiliers; et, s'il s'agit d'immeubles, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur; on calcule ensuite sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers que laisse le testateur, la portion dont il a pu disposer.

Si les dettes absorbaient ou excédaient la valeur des biens laissés par le défunt, la réserve se calculera exclusivement sur la masse des biens donnés entre-vifs.

611. Lorsque la valeur des donations entre-vifs excédera ou égalera la quotité dis-

ponible, toutes les dispositions testamentaires seront sans effet.

612. Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les légataires à titre universel et les légataires à titre particulier.

613. Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que telle libéralité soit acquittée de préférence aux autres, cette préférence aura lieu, et la libéralité qui en sera l'objet ne sera réduite qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la légitime ou la réserve légale.

SECTION III.

De l'exhérédation.

614. Indépendamment des causes qui rendent un héritier indigne de succéder, les personnes au profit desquelles la loi fait une réserve légale, peuvent en être privées par une déclaration expresse du testateur, pour des motifs admis par la loi et spécifiés dans le testament.

615. L'enfant ou descendant ne peut être exhérédé que dans les cas suivans :

- 1° Si, sans motif légitime, il a refusé des alimens au testateur ;
- 2° Si, celui-ci étant en état de fureur ou de démence, il l'a abandonné sans en prendre aucun soin ;

3° Si, pouvant le tirer de prison, il a, sans motif raisonnable, négligé de le faire ;

4° S'il s'est rendu coupable envers son père ou sa mère, de mauvais traitemens ou d'une injure grave.

616. Le père ou la mère peuvent être exhéredés pour la cause exprimée dans le numéro 2 de l'article précédent; ils peuvent l'être aussi pour les causes suivantes :

1° S'ils ont entièrement négligé l'éducation de l'enfant qui dispose, ou que, sans motif légitime, ils lui aient refusé les alimens;

2° S'ils ont attenté à la vie d'un de leurs enfans ;

3° Si le père ou la mère ont attenté à la vie l'un de l'autre, ou si l'un d'eux a outragé l'autre d'une manière atroce ;

Les dispositions de cét article seront applicables à tout autre ascendant.

617. Le collatéral, au profit duquel la loi établit une réserve, peut être exhéredé pour les causes exprimées à l'article 615; il peut l'être aussi pour les causes suivantes :

1° S'il a sciemment causé au testateur un préjudice notable dans ses biens;

2° S'il a formé contre le testateur une accusation pour délit emportant peine de réclusion, lorsque cette accusation aura été déclarée calomnieuse par jugement.

618. L'exhéredation d'un descendant peut aussi avoir lieu, lorsqu'on peut raisonnablement craindre que, par suite de la prodigalité ou de l'insolvabilité de celui qui est appelé à la succession, ses enfans ne soient

privés de tout ou partie de la légitime qui lui revient. Mais cette exhérédation ne peut avoir lieu qu'au profit des enfans de l'exhéré-
dédé.

619. La cause d'exhérédation exprimée dans le testament doit être prouvée par l'héritier.

620. Si l'exhérédé, ayant des enfans ou descendans, survit au testateur, la légitime ou la réserve, à laquelle il aurait eu droit, leur appartient; si au contraire le testateur lui survit, l'exhérédation ne préjudiciera point à leurs droits.

Dans le premier cas, l'exhérédé n'aura ni l'usufruit, ni l'administration des biens composant la légitime ou la réserve, et il ne pourra, quant à ces biens, succéder *ab intestat* à ses enfans et descendans, comme il est prescrit par l'article 596.

621. Si la cause d'exhérédation n'est pas exprimée, ou qu'on ne la prouve pas, l'exhéredé n'aura droit qu'à une part légitimaire.

622. Celui qui, par l'effet de l'exhérédation d'un descendant ou d'un ascendant, profitera de cette part, devra fournir les alimens à l'exhéredé, à moins que celui-ci n'ait d'autres moyens d'existence; il ne sera cependant pas tenu de les fournir au-delà des fruits de la part légitimaire.

CHAPITRE IV.

De la forme des testamens.

623. Tout testament doit être olographe, ou fait par acte public, à moins que la loi ne permette de le faire dans la forme privilégiée.

SECTION I.

Du testament olographe.

624. Le testament olographe doit être écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, à peine de nullité.

625. Le testament olographe sera déposé entre les mains d'un notaire et annexé à ses minutes.

Le notaire dressera acte de ce dépôt en présence de deux témoins, et délivrera des grosses ou expéditions du testament conformément à ce qui est établi pour les actes notariés.

626. Le testament olographe ne pourra être mis à exécution avant le dépôt mentionné à l'article précédent, sauf quant aux dispositions urgentes.

627. Si les scellés ont été apposés sur les effets du défunt, le dépôt sera fait par l'office du juge. Dans les autres cas il aura lieu à la diligence de l'héritier ou de tout autre intéressé.

628. Le testateur pourra déposer lui-même son testament olographe chez un notaire.

Il pourra le présenter clos et scellé.

Le testament clos et scellé portera une superscription indiquant le contenu.

Le notaire ne pourra ouvrir ce testament avant la mort du testateur, à peine d'une amende qui pourra s'élever à deux cents francs, au profit des pauvres de la commune du notaire.

629. Le testateur pourra toujours retirer son testament olographe des mains du no-

taire qui en est dépositaire, contre un reçu qu'il devra lui donner, lequel restera annexé à ses minutes.

La restitution du testament sera mentionnée en marge du procès-verbal de dépôt.

SECTION II.

Du testament public.

630. Le testament public est reçu par un notaire en présence de deux témoins.

631. Le notaire doit connaître le testateur ou s'assurer de l'identité de sa personne.

Il doit voir le testateur pendant qu'il teste.

632. Le testateur doit énoncer sa volonté de vive voix d'une manière précise, et non par une simple approbation d'une proposition qui lui aurait été faite.

633. Le testateur déclare sa volonté au notaire en présence des témoins; le notaire lui donne lecture du testament aussi en leur présence.

A cette lecture, le testateur doit ratifier ses dispositions de dernière volonté, article par article.

Il est fait mention dans l'acte de l'accomplissement des dispositions contenues dans le présent article.

L'heure de la clôture du testament sera indiquée.

634. Le testament doit être signé par le testateur: s'il ne sait ou ne peut signer, la cause qui l'en empêche sera énoncée dans l'acte.

635. Le testament devra être signé par le notaire et les deux témoins.

636. Dans les cas d'urgence, le testament reçu par un notaire en présence de deux témoins, dont l'un ou tous les deux ne sauraient pas signer, est valide, si dans les quarante huit heures après sa stipulation, son contenu est certifié par le notaire et les deux témoins, en présence de deux nouveaux témoins qui devront signer la minute.

Ce testament ne vaut que dans le cas où le testateur mourrait dans les trente jours depuis qu'il a fait le testament, à moins qu'il n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

637. Si celui qui est entièrement privé de l'ouïe, mais qui sait lire, veut faire un testament public, il devra, indépendamment de ce qui est prescrit par les articles 633, 634 et 635, faire lecture du testament en présence des témoins et du notaire, qui fera

mention expresse de cette formalité. Si le testateur ne sait ou ne peut lire, on appellera trois témoins, dont deux au moins devront signer le testament. Le tout à peine de nullité.

638. Les dispositions de la présente section, concernant les testamens par acte public, seront observées sous les peines portées par la loi sur le notariat.

Disposition commune aux deux sections précédentes.

639. Le Valaisan qui se trouvera en pays étranger, pourra faire son testament par acte olographe, ainsi qu'il est dit à l'article 624, ou par acte public, avec les formalités prescrites dans le lieu où cet acte sera passé.

SECTION III.

Des testamens privilégiés.

640. Le testament fait dans les lieux avec lesquels toute communication sera interceptée et où il n'y aura pas de notaire, sera valable s'il a été reçu par écrit, en présence de deux témoins, par le curé ou par le président ou par le juge de la commune, ou par ceux qui en font les fonctions.

Le testament sera toujours signé par celui qui l'aura reçu : si les circonstances le permettent, il sera en outre signé par le testateur et par les témoins. Néanmoins il sera valable sans la signature du testateur et des témoins ; mais, en ce cas, on fera mention expresse de la cause qui les a empêchés de signer.

On pourra, dans ces testamens, prendre

pour témoins les personnes de l'un et de l'autre sexe, pourvu qu'elles soient saines d'esprit et qu'elles aient seize ans accomplis.

641. Si le testateur décède avant que les communications soient rétablies, ou dans les trente jours dont il sera parlé en l'article suivant, le testament sera déposé le plus tôt possible entre les mains d'un notaire qui l'annexera à ses minutes.

Les dispositions des articles 625 et 626 sont ici applicables.

642. Les testamens dont il est parlé ci-dessus deviendront nuls trente jours après que les communications auront été rétablies dans le lieu où le testateur se trouve, ou trente jours après qu'il aura passé dans un lieu où elles ne seront point interrompues, à moins que le testateur n'ait perdu la faculté

de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

643. Dans les cas d'urgence, où il y a impossibilité d'appeler un notaire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, le testament pourra être fait dans les formes prescrites par l'article 640.

Ce testament ne vaut que dans le cas où le testateur mourrait dans les trente jours depuis qu'il a fait le testament, à moins qu'il n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

Les dispositions des articles 625 et 626 sont applicables à ce testament.

644. Les testaments des militaires au service fédéral ou cantonal, et des individus employés dans l'armée pourront, en quelque

pays que ce soit, être reçus par un major ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins ayant les qualités requises par l'article 640. Ces testamens devront être faits par écrit, et on observera, quant aux signatures, ce qui est prescrit par le dit article.

Les testamens de ceux qui font partie d'un corps ou d'un poste détaché de l'armée, peuvent aussi être reçus par le capitaine, ou par tout autre officier subalterne qui en a le commandement.

645. Ils pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'aumônier ou par le chirurgien de service, en présence de deux témoins, et de la manière prescrite par l'article précédent.

646. Les testamens énoncés dans les articles précédens devront être transmis, dans

le plus bref délai possible, au Conseil d'Etat qui en ordonnera le dépôt chez un notaire. — Celui-ci l'annexera à ses minutes et en délivrera des grosses ou expéditions.

647. Les dispositions des articles 644 et 645 n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, tant hors du canton que dans l'intérieur, ou qui se trouveront dans des lieux dont les accès seront fermés et les communications interrompues à cause de la guerre.

648. Le testament fait dans la forme ci-dessus établie, sera nul trente jours après que le testateur sera revenu dans un lieu où il aura la faculté de disposer dans les formes ordinaires.

649. Les dispositions des articles 640, 644 et 645 seront observées à peine de nullité.

SECTION IV.

Disposition commune aux différentes espèces de testamens.

650. Les institutions et les legs faits au profit du notaire, de l'officier civil ou militaire, ou de l'ecclésiastique qui l'a reçu, ou même au profit des témoins appelés au testament ne produiront aucun effet. Il en sera de même des institutions ou legs faits au profit de l'époux ou des parens ou alliés des personnes susdites jusqu'au second degré inclusivement.

CHAPITRE V.

De l'institution d'héritier et des legs.

651. Les dispositions testamentaires à titre d'institution d'héritier ou de legs, ou sous toute autre dénomination propre à manifester la volonté du testateur, produiront leur

effet, pourvu qu'elles soient conformes à ce qui est prescrit par les lois.

652. L'héritier est celui au profit de qui le testateur a disposé à titre universel.

653. Le légataire est celui au profit de qui le testateur a disposé à titre particulier.

654. Si le testateur n'a disposé que d'une quotité de l'hérédité, ce qui reste est dévolu aux héritiers légitimes, selon l'ordre établi pour les successions *ab intestat*.

Il en sera de même, lorsque le testateur n'aura fait que des legs particuliers.

655. Lorsque plusieurs héritiers ont été institués sans fixation de parts, ils partagent entre eux par portions égales, sans distinction entre ceux qui ont été institués séparément et ceux qui l'ont été conjointement.

656. Lorsque parmi plusieurs héritiers institués, il a été assigné aux uns des quotes parts déterminées, telles qu'un tiers, un sixième, et qu'il n'a été assigné aucune part aux autres, le surplus de la succession est dévolu à ces derniers par portions égales.

657. S'il ne reste rien pour l'héritier institué sans part déterminée, il doit être déduit proportionnellement de chaque part déterminée une valeur suffisante pour lui attribuer une part égale à celle de l'héritier à qui a été assignée la moindre part. Si les parts des héritiers sont égales, ils doivent céder à l'héritier institué d'une manière indéterminée une valeur suffisante pour lui attribuer une part égale à la leur. Dans tous les autres cas où le testateur s'est trompé dans ses calculs, le partage doit être fait de manière à accomplir les intentions du testateur autant que possible d'après les propor-

tions qu'il a établies pour la succession entière.

658. Lorsque les dispositions à titre particulier absorberont la totalité de la succession, les dispositions à titre universel seront sans effet.

659. S'il se trouve parmi les héritiers institués des personnes dont les unes doivent, d'après les principes de la succession *ab intestat*, être considérées à l'égard des autres comme une seule et même personne (par exemple, les neveux à l'égard du frère du défunt); elles doivent aussi, lors du partage à faire en vertu du testament, n'être considérées que comme une seule et même personne. Une corporation, une communauté, une aggrégation d'individus (par exemple, les pauvres) ne sont toujours comptés que comme une seule personne.

660. Sera nulle toute disposition au profit d'une personne tellement incertaine, qu'elle ne puisse devenir certaine.

Sera pareillement nulle toute disposition faite au profit d'une personne incertaine qui serait nommée par un tiers.

Sont néanmoins permises les dispositions à titre particulier, faites au profit d'une personne à choisir par un tiers entre plusieurs personnes désignées par le testateur ou appartenant à certaines familles ou à certains corps moraux qu'il a déterminés. Il en est de même des dispositions à titre particulier faites au profit d'un des corps moraux qu'il aura pareillement désignés.

661. Les libéralités que le testateur aura faites en général en faveur de son âme ou au profit des pauvres, et toutes autres dispositions semblables dont il n'aurait pas in-

diqué l'application, ou dans lesquelles il n'aurait pas déterminé l'œuvre pie ou l'établissement public qu'il a entendu avantager, seront mises à la disposition du conseil municipal de la commune où le testateur avait son domicile à l'époque de son décès, qui devra les verser dans la caisse des pauvres, ou les appliquer à l'instruction publique. Il en sera de même, si la personne chargée de déterminer l'usage, l'œuvre pie ou l'établissement public que le testateur a eu en vue, ne peut ou ne veut accepter cette charge.

662. On n'est pas admis à prouver que l'institution ou le legs fait au profit d'une personne désignée dans un testament, ne l'a été qu'en apparence, et que le testateur a réellement eu l'intention de disposer en faveur d'une autre personne, d'un corps moral ou d'un établissement qu'il n'a pas nommé : cette disposition aura lieu nonobstant

toutes les expressions contenues dans le testament, qui indiqueraient ou feraient présumer cette intention.

Néanmoins la disposition de cet article ne s'appliquera point au cas où l'institution ou les legs seraient attaqués comme faits au profit d'incapables, sous le nom de personnes interposées.

663. Toute disposition à titre universel ou particulier, fondée sur une fausse cause qui aurait seul déterminé le testateur, sera sans effet.

664. S'il ne résulte pas du testament que la cause exprimée a seule déterminé le testateur, la disposition aura son effet, lors même que la cause serait fausse, à moins qu'il ne soit prouvé par celui qui veut attaquer la disposition, que le testateur ne s'est déterminé que par le motif indiqué.

665. Si la personne de l'héritier ou du légataire a été faussement désignée, la disposition sera valable, pourvu qu'il n'y ait point d'incertitude sur la personne que le testateur a voulu nommer.

Il en sera de même, lorsqu'il y aura démonstration ou indication faussée de la chose léguée, pourvu qu'il y ait certitude sur la chose dont le testateur a voulu disposer.

666. Toute disposition qui donnera à l'héritier ou à un tiers la faculté de déterminer la quotité du legs, sera de nul effet, à moins qu'il ne s'agisse de legs faits à titre rémunérateur, pour services rendus au testateur dans sa dernière maladie.

667. Le legs de la chose d'autrui est nul, à moins qu'il ne soit énoncé dans le testament que le testateur savait que la chose appartenait à une autre personne : en ce cas,

l'héritier aura le choix d'acquérir la chose pour en faire la délivrance au légataire, ou de lui en payer le prix.

Cependant le legs sera indistinctement valable, si la chose léguée, quoique appartenant à autrui à l'époque du testament, était la propriété du testateur au temps de son décès.

668. Dans tous les cas, le legs de la chose appartenant à celui qui est chargé d'acquitter le legs, est valable; mais celui-ci aura le choix de livrer la chose ou d'en payer la valeur.

669. Si le testateur ou la personne chargée d'acquitter le legs, ne sont propriétaires que d'une portion de la chose léguée, ou n'ont qu'un simple droit sur cette chose, le legs ne sera valable que relativement à cette portion ou à ce droit, à moins qu'il ne conste

de la volonté du testateur de léguer la chose en entier, conformément à l'article 667.

670. Si l'un des époux, entre lesquels il y a communauté d'acquêts, lègue une chose appartenant à cette communauté, le légataire pourra réclamer cette chose si, lors du partage de la communauté, elle tombe au lot des héritiers du testateur; dans le cas contraire, il pourra en réclamer la valeur.

671. Le legs d'une chose mobilière indéterminée, comprise dans un genre ou dans une espèce, sera indistinctement valable, quoique la chose ne se trouverait pas dans les biens du testateur lors de son décès, soit qu'il en ait existé ou non du même genre ou de la même espèce à l'époque du testament.

672. Lorsque le testateur aura légué comme lui appartenant, une chose individuellement désignée, ou comprise dans un

genre ou dans une espèce déterminée, le legs sera nul, si, à l'époque de son décès, cette chose ne se trouve pas dans sa succession.

Si, à cette époque, la chose existe dans la succession, mais qu'elle ne s'y trouve pas dans la quantité déterminée par le testateur, le légataire ne pourra rien prétendre au-delà de ce qui s'y trouve.

673. Est nul le legs d'une chose qui appartient déjà au légataire à l'époque du testament.

S'il l'a acquise du testateur ou de tout autre depuis le testament, le prix lui en sera dû, pourvu qu'il y ait la réunion des circonstances exigées par l'article 667, et nonobstant la disposition de l'article 681 ; mais, dans les deux cas, le legs sera sans effet, si

la chose est parvenue au légataire à titre purement gratuit.

674. Toute disposition à titre universel ou particulier, peut être fait purement et simplement, ou sous condition.

675. Dans toute disposition testamentaire, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, sont réputées non écrites.

676. Toute condition qui empêcherait quelqu'un de se marier ou de se remarier, est contraire à la loi.

Toutefois celui à qui on aurait légué un usufruit, un droit d'usage ou d'habitation, une pension ou autre redevance périodique, dans le cas où il serait célibataire ou vœuf, ou pour le temps qu'il resterait tel, ne pourra en jouir que pendant la durée de son célibat ou de sa viduité.

La condition de viduité apposée dans les dispositions testamentaires de l'un des époux au profit de l'autre, sera également valable. Cette condition quoique non exprimée, sera toujours censée apposée, lorsque le disposant aura laissé des enfans ou descendans.

677. Dans toute disposition à titre universel, la désignation du jour auquel l'institution d'héritier doit commencer ou cesser, sera pareillement réputée non écrite.

678. Toute disposition à titre universel ou à titre particulier sera nulle, si elle est faite sous la condition que l'héritier ou le légataire fera aussi dans son testament un avantage au testateur.

679. Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendant d'un événement incertain, et tel que, dans l'intention du testateur, cette disposition ne doive être

exécutée qu'autant que l'événement arrivera ou n'arrivera pas, sera caduque, si l'héritier ou le légataire décède avant l'accomplissement de la condition.

680. La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué ou le légataire d'avoir un droit acquis et transmissible à ses héritiers.

681. Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation soit nulle, et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

Il en sera de même de l'expropriation forcée.

Si l'aliénation est faite par le procureur à l'insu du testateur, par son tuteur ou curateur, le légataire pourra réclamer la valeur de l'objet aliéné.

682. Le legs est censé révoqué, si le testateur a fait subir à la chose léguée des modifications telles qu'elle ne conserve plus ni la forme qu'elle avait précédemment, ni sa première dénomination.

Le simple changement de culture ne sera pas considéré comme changement de forme.

683. Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur. Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort sans le fait ni la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en demeure de la délivrer, lorsqu'elle eut également dû périr entre les mains du légataire.

684. Si plusieurs choses ont été léguées alternativement, le legs subsistera, quoiqu'il n'en resterait qu'une seule.

685. Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.

686. La disposition testamentaire sera caduque, relativement à l'héritier institué ou au légataire qui la répudiera, ou qui se trouvera incapable de la recueillir.

687. Les dispositions, soit à titre universel, ~~soit à titre particulier~~ faites par celui qui, à l'époque du testament, n'avait ni enfans ni descendants, ou ignorait d'en avoir, seront révoquées de plein droit par l'existence ou par la survenance d'un enfant ou descendant légitime, même posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent.

Cette révocation aura lieu, lors même que l'enfant du testateur aurait déjà été conçu à l'époque du testament, ou que l'enfant naturel serait né avant le testament et seulement légitimé depuis.

Toutefois la révocation n'aura point lieu si le testateur a pourvu au cas d'existence ou de survenance d'enfans ou descendans, ou s'il résulte du testament que le testateur connaissait la grossesse de sa femme au moment du testament.

688. La disposition aura néanmoins son effet, si les enfans ou descendans qui donnent lieu à la révocation, conformément à l'article précédent, viennent à prédécéder au testateur.

689. Le legs d'une créance, ou celui qui porte libération d'une dette, n'aura d'effet que pour la portion de cette dette ou de

cette créance qui existera à l'époque du décès du testateur.

L'héritier ne sera tenu de céder au légataire, que les actions qui compétaient au testateur sur la créance léguée.

690. Le legs d'une chose ou d'une quantité à prendre dans un lieu déterminé, n'a d'effet que pour la portion qui se trouve dans le lieu désigné par le testateur.

691. Lorsque le testateur aura légué une chose ou une somme déterminée, comme étant par lui due au légataire, le legs sera valable, encore que la chose ou la somme léguée ne soit point due.

Si la dette du testateur existait réellement, le légataire acquerra une nouvelle action pour exiger sa créance, sans être obligé d'attendre l'échéance du terme fixé pour le paie-

ment, ou l'événement de la condition qui y était apposée. Toutefois le legs serait sans effet, si le testateur a acquitté la dette depuis le testament.

692. Le legs fait au créancier, sans que le testateur ait fait mention de sa dette, ne sera pas censé en compensation de la créance.

693. Tout legs pur et simple donnera au légataire, dès le jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers.

694. Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée comprise dans un certain genre ou dans une certaine espèce, l'option appartiendra à l'héritier, qui ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et qui ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

695. On observera la même règle, lors-

que le choix aura été laissé à l'arbitrage d'un tiers.

696. Si ce tiers est décédé, s'il refuse de faire le choix, ou qu'il en soit empêché, le juge y procédera en se conformant à ce qui est ci-dessus prescrit.

697. Mais si l'option est réservée au légataire, celui-ci pourra choisir, parmi les choses de mêmes espèces qui se trouveraient dans la succession, celle qui sera de la meilleure qualité; s'il ne s'en trouve aucune de la même espèce, on observera à l'égard du légataire ce qui est prescrit pour le choix laissé à l'héritier.

698. En cas de legs alternatif, l'option est censée avoir été laissée à l'héritier.

699. Si l'héritier ou le légataire n'ont pu se prévaloir de l'option dans les cas où elle

leur est respectivement attribuée, ce droit passe à leurs héritiers, et l'option une fois faite est irrévocable.

Lorsqu'il n'existera dans les biens du testateur qu'une seule chose de l'espèce ou du genre légué, l'héritier ou le légataire ne pourra, quoiqu'il ait le droit d'option, prétendre d'en choisir une autre hors de ces biens, à moins que, par une disposition expresse, le testateur ne lui ait donné cette faculté.

700. Le legs portant libération de dettes, ne comprend que celles qui existaient à l'époque du testament, et non celles contractées depuis.

701. Le legs des alimens comprend la nourriture, l'habillement, l'habitation, et tout ce qui est nécessaire à l'entretien du légataire pendant sa vie; il peut même, eu égard

aux circonstances, comprendre l'instruction convenable à sa condition.

702. Le légataire ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, sans en demander la délivrance aux héritiers.

703. Il ne pourra en prétendre les fruits ou les intérêts, qu'à compter du jour où il en aurait fait la demande en justice, ou du jour auquel la délivrance lui en aurait été volontairement consentie.

704. Les intérêts ou les fruits de la chose léguée courront au profit du légataire, dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice :

- 1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté, à cet égard, dans le testament;

2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'alimens.

705. Si le testateur a légué une quantité déterminée pour être acquittée à des époques fixes, par exemple, chaque année, chaque mois, ou en tout autre temps, la première époque courra dès le décès du testateur, et la quantité léguée sera acquise en entier au légataire pour toute la période, quoiqu'il serait décédé aussitôt après qu'elle a commencé.

Le legs ne sera cependant exigible qu'à l'échéance du terme; mais il pourra être exigé dès que le terme aura commencé, s'il a été fait à titre d'alimens.

706. Les frais nécessaires pour la délivrance du legs seront à la charge de la succession, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de réduction dans la réserve légale.

707. La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du testateur.

708. Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmentée par des acquisitions; ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissemens, des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

709. Si la chose léguée est grevée d'une redevance, d'une rente foncière, d'un usufruit, d'une servitude ou d'une autre charge qui y est inhérente, le légataire en supportera le poids.

Mais si, avant le testament ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, celui qui doit acquitter le legs sera tenu de la dégager, à moins que le légataire n'ait été chargé d'acquitter la dette par une disposition expresse du testateur.

710. Dans le cas où il y aurait plusieurs héritiers, soit testamentaires soit *ab intestat*, si le testateur n'a chargé aucun d'eux en particulier de l'acquittement du legs, ils seront tous personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de ce qui lui est échu dans la succession.

Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession, dont ils seront détenteurs.

711. Si l'un des héritiers a été particulièrement chargé de payer le legs, il sera seul personnellement tenu de l'acquitter.

Dans ce cas, le légataire ne pourra exercer son action hypothécaire que sur les immeubles laissés à l'héritier grevé, ou sur la quote part qui lui en reviendra dans l'hérédité.

Si on a légué la chose d'un des cohéritiers, son cohéritier ou ses cohéritiers seront tenus de l'indemniser en argent ou en fonds héréditaires, au prorata de leur part dans la succession, à moins que le testateur n'ait manifesté une volonté contraire.

712. Lorsqu'une hérédité ou un legs aura été laissé sous la condition de ne pas faire ou de ne pas donner, l'héritier ou le légataire sera tenu de donner caution, ou de fournir toute autre sûreté propre à garantir

l'exécution de la volonté du testateur, dans l'intérêt de ceux auxquels l'hérédité ou le legs serait dévolu si l'on contrevient à la condition.

713. Si un legs a été fait sous condition, ou pour n'avoir lieu qu'après un certain temps, le légataire pourra obliger celui qui sera tenu de l'acquitter de donner caution, ou à fournir à cet effet toute autre sûreté suffisante.

La même disposition est applicable à l'institution d'héritier faite sous condition.

CHAPITRE VI.

Du droit d'accroissement.

714. Lorsqu'il y a deux ou plusieurs héritiers institués sans portion déterminée et que l'un d'eux ne peut ou ne veut pas re-

cueillir sa part, cette part accroît aux autres héritiers institués.

715. Les parts ne seront censées avoir été déterminées, que dans le cas où le testateur aura expressément désigné la quotité de la succession qui doit appartenir à chacun des cohéritiers. Les simples expressions *par égales parts et portions* n'excluent pas le droit d'accroissement.

716. Les cohéritiers, auxquels la portion du cohéritier qui ne participe pas à la succession, sera dévolue en vertu du droit d'accroissement, supporteront toutes les obligations et charges auxquelles il aurait été soumis; à moins que ces charges et obligations ne se rapportent exclusivement aux actes personnels du cohéritier qui ne succède pas.

717. Le cohéritier auquel accroîtra la portion de celui qui ne participe pas à la

succession, ne pourra la répudier, s'il ne renonce en même temps à la portion héréditaire qui lui a été déférée.

718. Lorsqu'il n'y aura pas lieu à accroissement, la portion de l'héritier qui ne participera pas à la succession, sera dévolue aux héritiers légitimes du testateur.

Ceux-ci devront supporter les charges et obligations auxquelles l'héritier susdit aurait été soumis, sous la restriction mentionnée à l'article 716.

719. Il y aura lieu à accroissement entre les légataires à titre particulier, dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.

Le legs sera réputé fait conjointement, lorsqu'il le sera par le même acte, et que le testateur n'aura pas assigné la part de chacun des collégataires dans la chose léguée.

720. Lorsqu'un usufruit aura été légué à plusieurs personnes, et que, d'après les règles prescrites ci-dessus, il y aura lieu à accroissement entre elles, la portion de l'usufruitier qui n'a pas profité du legs, ou qui est décédé, ou a cessé d'y participer après l'avoir accepté, accroît toujours aux autres usufruitiers.

Mais s'il n'y a pas lieu à accroissement, cette portion se consolide à la propriété.

721. Lorsqu'il n'y aura pas lieu à accroissement entre les légataires, la portion de celui qui ne participera pas au legs appartiendra à l'héritier ou au légataire personnellement chargé de l'acquitter; mais si le legs est à la charge de la succession, cette portion profitera à tous les héritiers ou légataires, au prorata de leur part héréditaire.

722. Les règles établies par les articles

716 et 717, relativement aux obligations auxquelles aurait été soumis le cohéritier qui ne recueille pas, sont également applicables au collégataire qui profite du legs en vertu du droit d'accroissement, et à l'héritier à qui il appartiendrait en cas de caducité.

CHAPITRE VII.

Des substitutions.

723. On peut substituer une autre personne à l'héritier institué ou au légataire, pour le cas où l'un d'eux ne recueillerait pas l'hérédité ou le legs. Cette substitution est appelée *substitution vulgaire*.

724. On peut substituer plusieurs personnes à une seule, ou une seule personne à plusieurs.

725. Lorsque, dans une substitution, on

n'a exprimé que le cas où le premier appelé ne pourrait recueillir, ou seulement celui où il ne voudrait pas recueillir l'hérédité ou le legs, le cas non exprimé sera censé compris dans celui qui est exprimé, si le disposant n'a déclaré le contraire.

726. Les substitués porteront les charges imposées à ceux auxquels ils sont substitués, à moins qu'il ne résulte que l'intention du testateur a été de n'y soumettre que les premiers appelés.

Toutefois les conditions mises à l'institution de l'héritier ou au legs, ou spécialement imposées à la personne de l'héritier ou du légataire, ne seront censées répétées à l'égard du substitué que lorsque le testateur l'aura expressément déclaré.

727. Lorsque des cohéritiers ou légataires dont les parts sont inégales, auront été

substitués réciproquement, la proportion établie dans les parts qui leur sont attribuées par la première disposition sera censée répétée dans la substitution.

Mais si, outre les premiers appelés, une autre personne a été comprise dans la substitution, tous ceux qui sont substitués auront une égale part à la portion vacante.

728. La disposition par laquelle l'héritier institué ou le légataire aura été chargé de conserver et de restituer à un tiers la succession ou le legs, est appelée *substitution fideicommissaire*.

729. La défense faite par le testateur à l'héritier institué ou au légataire d'aliéner la succession ou le legs, comprend une substitution fideicommissaire et oblige ceux-ci à transmettre la succession ou le legs à leurs héritiers légitimes.

730. Dans les fideicommiss de famille, la substitution sera, dans le doute, déferée aux mâles de la descendance masculine, et dans l'ordre réglé pour les successions *ab intestat*.

731. Si l'époque de la restitution n'est pas fixée, elle est présumée devoir se faire après la mort du grevé de substitution.

732. Toute substitution au-de-là du premier degré est prohibée.

Elle est éteinte dès que les biens ont passé de la personne du grevé de substitution à celle du substitué.

733. La disposition par laquelle l'héritier ou le légataire est chargé de restituer la succession ou le legs à un tiers, aura aussi son effet dans le cas où l'héritier ou le légataire ne voudrait ou ne pourrait pas recueillir la succession ou le legs.

734. L'ascendant qui aura institué deux ou plusieurs de ses enfans, peut les substituer les uns aux autres. Cette substitution aura son effet jusqu'au dernier survivant des dits enfans. Dans ce cas, toute autre substitution lui est interdite.

735. Le testateur peut substituer une personne qui ne serait pas encore conçue à l'époque du décès du testateur. Il suffit qu'elle soit conçue à l'époque de l'ouverture de la substitution pour pouvoir la recueillir.

Il est dérogé, en ce cas, au dispositif du premier alinéa de l'article 589.

736. L'héritier ou le légataire chargé d'une substitution, jouit d'un droit de propriété limité avec les droits et les obligations d'un usufruitier. Il ne peut ni aliéner ni hypothéquer les immeubles grevés de substi-

tution. Il ne peut les détériorer en les soumettant à des services fonciers onéreux.

737. Il donne caution pour la restitution des créances, argent et biens meubles. S'il ne veut ou ne peut satisfaire à cette obligation, ces biens seront administrés par un curateur nommé à l'instance des parties intéressées ou de leurs représentans, ou d'office par le juge.

738. Les droits des substitués seront ouverts à l'époque où, par quelque cause que ce soit, la jouissance du grevé de substitution cessera.

L'abandon anticipé de la jouissance au profit du substitué ne pourra préjudicier aux créanciers du grevé, antérieurs à l'abandon, ni à ceux qui seraient appelés à la substitution à l'époque fixée par le testament.

739. Si le substitué vient à mourir avant l'héritier ou le légataire grevé de substitution, la substitution sera éteinte.

740. La substitution faite par le testateur à l'un de ses descendans, au moment où celui-ci n'avait point d'enfans, s'éteint dans le cas où le grevé de substitution laisse des descendans légitimes.

741. Celui qui sera appelé à une substitution fideicommissaire, pourra y renoncer, soit avant, soit après qu'elle aura été ouverte à son profit, mais dans aucun cas il ne pourra y renoncer pour ceux qui seraient appelés à son défaut.

742. Après le décès du testateur, les intéressés pourront réclamer qu'il soit fait inventaire de tous les biens et effets sujets à substitution. Le juge pourra aussi l'ordonner d'office.

743. La disposition par laquelle on aura laissé un usufruit à plusieurs personnes successivement, n'aura d'effet qu'au profit des premiers qui sont appelés à en jouir au décès du testateur.

Il en sera de même de toute disposition qui emporterait charge de payer des annuités à plusieurs personnes successivement, soit à perpétuité, soit pour un temps déterminé.

On pourra cependant imposer à quelqu'un la charge de payer annuellement un revenu destiné, à perpétuité ou pour un temps, à secourir l'indigence. Toutefois cette charge pourra être rachetée aux conditions qui seront déterminées par la loi.

CHAPITRE VIII.*Des exécuteurs testamentaires.*

744. Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

745. Ne peuvent être exécuteurs testamentaires ceux qui n'ont pas la libre disposition de leurs biens.

746. Les exécuteurs testamentaires veilleront à ce que le testament soit exécuté, et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

747. Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

748. S'il y a plusieurs exécuteurs testa-

mentaires qui aient accepté, un seul pourra agir à défaut des autres.

749. Les frais faits par l'exécuteur testamentaire, relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession.

750. Le testateur pourra charger l'exécuteur testamentaire du paiement des legs. Il pourra, à cet effet, lui donner la saisine de tout ou partie de ses meubles; mais l'exécuteur testamentaire ne pourra en prendre possession qu'après avoir fait procéder à leur inventaire.

Si le testateur ne lui a pas donné la saisine, il ne pourra l'exiger.

751. Dans le cas de l'article précédent, l'exécuteur testamentaire devra, après avoir interpellé l'héritier, et si celui-ci ne s'y oppose pas, acquitter le legs.

En cas d'opposition de la part de l'héritier, il doit suspendre tout paiement, jusqu'à ce que la contestation soit jugée définitivement.

752. A défaut de deniers suffisans pour acquitter les legs, l'exécuteur testamentaire provoquera la vente des meubles, et si ceux-ci ne suffisent pas, il se pourvoira pour faire vendre les immeubles.

753. Si les héritiers sont tous majeurs et présens, les ventes se feront dans les formes et par l'acte que les parties croiront convenables. Si, parmi eux, il y a des mineurs, des interdits, des absens, ou des corps administrés, on observera, pour les ventes, les formalités prescrites par les lois relatives aux aliénations des biens qui appartiennent à ces personnes.

754. L'héritier pourra, soit faire cesser

la saisine, soit empêcher la vente mentionnée aux articles 750 et 752, en offrant de remettre à l'exécuteur testamentaire une somme suffisante pour le paiement des legs mobiliers, ou en justifiant de ce paiement.

CHAPITRE IX.

De la révocation des testaments.

755. On ne peut renoncer, en aucune manière, à la liberté de révoquer ou de changer les dispositions faites par testament.

756. Les testaments pourront être révoqués en tout ou en partie, par un testament postérieur, ou par une simple déclaration de changement de volonté.

Cette déclaration pourra se faire par acte olographe, dans la forme prescrite à l'article 624, ou par acte reçu par un notaire,

en présence de deux témoins. Elle pourra aussi se faire dans les formes prescrites pour les testamens privilégiés, dans les cas où la loi admet les dispositions de cette espèce. Dans ce dernier cas, l'acte portant révocation d'un testament sera soumis à toutes les règles prescrites pour les testamens privilégiés.

757. Le testament olographe peut aussi être révoqué par sa cancellation ; sauf le cas de fraude où il serait démontré que ce n'est pas le testateur qui l'a cancellé.

Si le testament a été fait en deux doubles, la cancellation de l'un des doubles ne suffit pas pour révoquer le testament.

758. Le testament subsiste, si l'acte qui l'a révoqué est déclaré nul.

759. Les dispositions révoquées comme

il est dit ci-dessus, ne peuvent renaître qu'en vertu d'un nouveau testament.

760. Le testament postérieur qui ne révoquera d'une manière expresse le précédent ou les précédens, n'annulera dans ceux-ci que les dispositions qui se trouveront incompatibles avec les nouvelles ou qui seront contraires.

Deux institutions d'héritiers faites dans deux testamens sont réputées incompatibles.

Il en serait de même dans le cas où le testateur léguerait, dans un testament postérieur, une chose qu'il avait léguée à une autre personne dans un testament antérieur; n'importe que le testateur fasse ou non mention, dans le second testament, du legs fait dans le premier.

761. La révocation faite dans un testa-

ment postérieur aura tout son effet ; quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué, ou du légataire, ou par leur renonciation à l'hoirie ou au legs.

TITRE III.

DES SUCCESSIONS AB INTESTAT.

Dispositions générales.

762. La succession est déférée *ab intestat*, en tout ou en partie, lorsqu'il n'y a pas de testament, ou que celui qui existe est nul ; lorsque le défunt n'a pas disposé de tout son patrimoine ; lorsque les héritiers institués ne peuvent ou ne veulent accepter ; enfin lorsqu'il y a plusieurs cohéritiers entre lesquels il n'y a pas lieu à accroissement.

763. La loi défère la succession aux descendants, aux ascendans, aux parens collatéraux, aux enfans naturels, au conjoint et au fisc, dans l'ordre et d'après les règles ci-après établies.

764. Pour régler la succession, la loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens.

765. Toute succession échue à des ascendans ou à des collatéraux se divise en deux parts égales; l'une pour les parens de la ligne paternelle, l'autre pour les parens de la ligne maternelle.

Il ne se fait de dévolution d'une ligne à l'autre que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral dans l'une des deux lignes.

766. Cette première division opérée entre les lignes paternelle et maternelle, il ne

se fait plus de division entre les diverses branches; mais la part dévolue à chaque ligne appartient à ceux des parens de chacune des deux lignes qui sont appelés à succéder conformément aux règles établies à la section 2 du chapitre suivant.

767. La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations.

768. Chaque génération forme un degré.

769. La suite des degrés forme la ligne: on appelle ligne directe la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; ligne collatérale la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui ; la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

770. En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a des générations, non compris l'auteur commun.

771. En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parens jusque et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

772. Les personnes incapables ou indignes de recevoir par testament, pour les causes énoncées au chapitre 2 de *la capacité de disposer et de recevoir par testament*, Titre des successions testamentaires, sont pareillement incapables ou indignes de succéder *ab intestat*.

Sont aussi incapables de succéder, comme indignes, les personnes qui auraient empêché le défunt de tester.

Les enfans et descendans de l'indigne pour les causes mentionnées ci-dessus, ne sont point exclus de la succession par la faute de leur père, lors même qu'il serait vivant, s'ils y viennent de leur chef; mais s'ils ne peuvent y être admis qu'avec le secours de la représentation, ils n'auront droit qu'à la part légitimaire qui aurait compété à l'indigne. Celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer l'usufruit ni l'administration des biens de cette succession; il ne peut même, quant à ces biens, succéder *ab intestat* à ses enfans ou descendans, conformément à ce qui est prescrit par les articles 596 et 620.

773. A l'égard des personnes qui appartiennent à des corporations religieuses, la

capacité ou l'incapacité de recueillir ou revendiquer les successions *ab intestat*, est déterminée d'après les règles établies pour les successions et dispositions testamentaires, par l'article 598.

774. L'effet de la représentation est de faire entrer les représentans dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

775. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante. Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfans du défunt concourent avec les descendans d'un autre enfant prédécédé, soit que tous les enfans du défunt étant décédés avant lui, les descendans de ces enfans se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux, et lors même que, les enfans étant en degrés égaux, le nombre n'en serait pas le même dans chaque souche.

776. La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné.

777. En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfans et des descendans des frères et sœurs de ceux qui sont appelés à succéder de leur chef, lors même que ces enfans ou descendans ne se trouveraient plus au degré succésible, et qu'ils ne seraient pas admis à succéder s'ils n'étaient conduits par leurs oncles ou tantes.

Ce droit de représentation aura lieu même dans le cas où les oncles ou tantes seraient exclus de la succession pour cause d'incapacité personnelle.

778. Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage se fait par souches.

Si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

779. On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

CHAPITRE I.

Des divers ordres de succession

SECTION I.

Des successions déferées aux descendants.

780. Les enfans légitimes, ceux légitimés par mariage subséquent, ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère ou autres ascendans, encore qu'ils soient issus de différens mariages.

Ils succèdent par tête, quand ils sont tous au premier degré; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

SECTION II.

Des successions déferées aux ascendans et aux collatéraux.

781. A défaut de descendans, la succession se divise en deux portions égales, conformément à l'art. 765.

La moitié affectée à la ligne paternelle est déferée au père du défunt. Si celui-ci est prédécédé, elle est déferée aux frères et sœurs, germains ou consanguins du défunt, ou à leurs descendans; à leur défaut, aux ascendans paternels; et à défaut de ceux-ci, aux collatéraux de la même ligne.

La moitié affectée à la ligne maternelle

est déférée à la mère du défunt. Si celle-ci est prédécédée, elle est déférée aux frères et sœurs germains ou utérins du défunt, ou à leurs descendans; à leur défaut, aux ascendans maternels; et à défaut de ceux-ci, aux collatéraux de cette ligne.

782. Dans chaque ligne, l'ascendant le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Si, dans la même ligne, il y a plusieurs ascendans au même degré, ils succèdent par tête

783. Les frères et sœurs du défunt succèdent par tête; leurs enfans ou descendans succèdent par souche, soit qu'ils viennent à la succession concurremment avec des oncles ou des tantes, soit que tous les frères ou sœurs du défunt étant prédécédés, la succes-

sion se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

Parmi les autres collatéraux, la succession est déferée à ceux qui ont avec le défunt la souche commune la plus rapprochée

Parmi les descendants de cette souche, les plus proches excluent les plus éloignés, sauf le droit de représentation établi à l'art. 777.

Ceux qui sont au même degré succèdent par tête.

784. Les parens au-delà du huitième degré ne succèdent pas, sauf ce qui est dit à l'article 777.

A défaut de parens au degré successible dans une ligne, les parens de l'autre ligne succèdent pour le tout.

CHAPITRE II.

Des successions irrégulières.

SECTION I.

Des droits des enfans naturels sur les biens de leurs pères, et de la succession aux enfans naturels décédés sans postérité.

785. L'enfant naturel succède à sa mère, sous les modifications établies ci-après. Il succède aussi à son père, sous les mêmes modifications, mais dans le cas seulement où celui-ci l'aurait reconnu conformément à l'article 143.

786. Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendans légitimes ou légitimés, l'enfant naturel

succède au tiers de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

Il succède au tiers des biens, lorsque le père ou mère ne laissent pas des descendants, mais bien des ascendants, ou des frères ou sœurs, ou des descendants d'eux.

Il succède à la moitié des biens lorsque le père ou la mère ne laisse ni descendants légitimes ou légitimés, ni ascendants, ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux.

787. L'enfant naturel est tenu d'imputer, sur la part à laquelle il succède, tout ce qu'il a reçu du père ou de la mère et qui serait sujet à rapport d'après les règles établies ci-après au Chapitre IV, Titre *des dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat*.

788. L'enfant naturel a droit à la totalité

de la succession, lorsque son père ou sa mère ne laisse pas de parens au degré successible.

789. En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfans ou descendans légitimes ou légitimés peuvent réclamer les droits accordés à leur père ou mère par les articles précédens.

790. L'enfant naturel, quoique reconnu, n'a aucun droit sur les biens des parens de ses père et mère, ni ces parens sur les biens de l'enfant naturel, sauf ce qui est dit à l'article 795.

791. Les dispositions des articles précédens ne sont pas applicables aux enfans dont il est fait mention en l'article 591, de quelque manière que leur filiation soit établie.

La loi ne leur accorde^{*} que des alimens.

792. Ces alimens sont réglés, eu égard

aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

793. Lorsque le père ou la mère des enfans désignés en l'article 591 auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux leur aura assuré des alimens de son vivant, ces enfans ne pourront élever aucune réclamation à cet égard.

794. La succession de l'enfant naturel, décédé sans postérité légitime ou naturelle, se divise par moitié entre son père, qui l'a reconnu, et sa mère, si la maternité est constatée. En cas de prédécès de l'un d'eux, cette succession appartient en entier au survivant, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

795. En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel mort sans postérité, ou de l'un d'eux, les biens qu'il en avait reçus,

ou leur valeur, passent aux frères et sœurs légitimes ou légitimés et à leurs descendans; et, à leur défaut, à ceux des parens du côté du père ou de la mère prédécédé qui seraient appelés à la succession en cas de parenté légitime. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendans.

SECTION II.

Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.

796. Le conjoint survivant a l'usufruit de la moitié des biens de son conjoint décédé, lorsque celui-ci a laissé des descendans légitimes ou légitimés. A défaut de ces enfans, l'usufruit s'étend sur la totalité des biens.

797. L'usufruit accordé au conjoint sur-

vivant est réduit de moitié, s'il convole en secondes nûces.

Il en est de même dans le cas où la femme survivante mènerait une vie dissolue.

798. Le conjoint survivant ne peut, en aucun cas, prétendre à l'usufruit des biens dont le conjoint prédécédé avait la nue propriété au moment de son décès.

Toute stipulation contraire est nulle.

799. Les donations entre-vifs ou testamentaires faites par l'époux prédécédé ne pourront pas réduire l'usufruit du conjoint survivant au-delà de moitié de celui qui lui eût appartenu, si aucune disposition n'eût été faite.

800. Lorsque le défunt n'a laissé ni parens successibles dans l'une ou l'autre ligne, ni

enfans naturels, sa succession appartient au conjoint qui lui survit.

801. A défaut de parens successibles, d'enfans naturels et de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

TITRE IV.

Dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat.

CHAPITRE I.

De l'ouverture des successions, de la saisine, et de l'envoi en possession des héritiers.

802. Les successions testamentaires et ab intestat s'ouvrent au moment de la mort.

803. Les héritiers légitimes sont immé-

diatement et de plein droit saisis des biens, droits et actions du défunt, lors même qu'ils n'auraient pas encore pris possession réelle de l'hoirie.

804. Les héritiers testamentaires et les enfans naturels, qui ont droit à une part de la succession, doivent en demander la délivrance aux parens successibles.

Néanmoins, ils auront droit à la jouissance de leur part héréditaire, à compter du jour du décès, si la demande en délivrance a été faite dans l'année depuis cette époque; sinon, cette jouissance ne commencera que du jour de la demande judiciaire, ou du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie.

805. Lorsque, à défaut d'héritiers légitimes, la succession est dévolue aux héritiers testamentaires, aux enfans naturels, au con-

joint survivant ou à l'Etat, ils doivent demander la délivrance au juge de première instance du lieu où la succession est ouverte.

Le juge ne peut statuer sur cette demande qu'après avoir rempli les formalités prescrites par le Code de procédure civile.

806. Dans le cas prévu à l'article précédent, le juge doit, d'office, faire apposer les scellés, faire faire inventaire, et prendre les mesures nécessaires d'administration provisoire.

807. L'héritier testamentaire, l'enfant naturel et l'époux survivant sont tenus de faire emploi du mobilier ou de donner des garanties suffisantes pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers légitimes du défunt. Mais après cinq ans les sûretés données seront libérées, si la

succession n'a pas été réclamée dans cet intervalle.

808. La succession s'ouvre encore par l'émission des vœux, même temporaires, dans les ordres monastiques.

809. Néanmoins les religieux qui auront émis des vœux perpétuels ou temporaires, et qui, en étant légitimement déliés, rentreront dans le monde dans les dix ans depuis l'émission des vœux, auront droit de demander la restitution de leurs biens, et les revenus d'une année seulement.

Les héritiers, auxquels pareilles successions seront déférées, devront faire procéder à l'inventaire des biens, et se conformer, pendant les dix années ci-dessus fixées, aux règles d'administration prescrites en cas de mise en possession des biens d'un absent.

Il en sera de même toutes les fois qu'une succession s'ouvrira au profit des religieux sus-dits, pendant les dix années depuis l'émission des vœux.

810. Si les religieux rentrent dans le monde après les dix ans mentionnés à l'article précédent, ceux qui auront été mis en possession de leurs biens, seront tenus de leur fournir des alimens, mais jusqu'à concurrence seulement du revenu de ces biens.

Pour la sûreté de cette prestation, les religieux auront droit de prendre inscription hypothécaire tant sur les immeubles qu'ils possédaient à l'époque de l'émission des vœux, que sur ceux qui leur écherront postérieurement, et de réclamer des garanties suffisantes pour la conservation des créances.

Si les héritiers ne veulent ou ne peuvent fournir ces garanties, les créances seront

mises en séquestre, dont les rentes appartiendront aux héritiers, sous l'obligation ci-dessus mentionnée.

CHAPITRE II.

De l'acceptation et de la répudiation des successions.

SECTION I.

De l'acceptation.

811. Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

812. Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

813. Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans les

autorisations requises pour contracter par les articles 94 et 95.

Si le mari refuse d'autoriser sa femme, le conseil de famille peut l'autoriser; mais dans ce cas, les créanciers, en cas d'insuffisance des biens de la succession, ne peuvent poursuivre leur paiement sur les autres biens de la femme qu'en respectant la jouissance qui en appartient au mari.

Les filles et les veuves majeures ne peuvent accepter une succession qu'avec le consentement de leur conseil judiciaire.

814. Les successions échues aux mineurs et aux interdits, ne peuvent valablement être acceptées que conformément aux dispositions du titre *de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*.

815. Les successions échues aux mineurs

soumis à la puissance paternelle , ne pourront être acceptées par le père qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

816. L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

817. L'acceptation peut être expresse ou tacite.

Elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou sous seing privé ;

Elle est tacite , quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

818. Les actes purement conservatoires , de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'adition d'hérédité, si

l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritiers.

819. La donation, la vente ou le transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers, soit à quelqu'un d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

820. Il en est de même de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers, ainsi que de la renonciation qu'il fait, même au profit de tous les cohéritiers indistinctement, lorsqu'il en reçoit le prix.

821. La renonciation n'emporte point acceptation de la succession, lorsqu'elle est faite gratuitement au profit de tous les cohéritiers testamentaires ou ab intestat, aux-

quels la portion du renonçant serait dévolue à son défaut.

822. Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir répudiée ou acceptée expressément ou tacitement, il transmet à ses héritiers le droit de l'accepter ou de la répudier.

823. Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

824. Les héritiers qui ont accepté la succession du défunt peuvent néanmoins répudier la succession qui lui était échue et qu'il n'avait point encore accepté ; mais la renonciation à la succession du défunt emporte la renonciation à toute succession qui lui aurait été déférée.

825 L'héritier ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui.

Il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, si ce n'est envers les légataires, et dans le cas seulement où la succession se trouverait absorbée ou diminuée de plus du tiers, par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

SECTION II.

De la renonciation aux successions.

826. La renonciation à une succession ne se présume pas.

Elle ne peut avoir lieu que par une déclaration faite au juge de première instance

du lieu où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

Elle sera rendue publique par le juge, dans les formes prescrites par le Code de procédure civile.

827. L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier.

Néanmoins sa renonciation ne le prive pas du droit de réclamer les legs faits à son profit.

828. Dans les successions ab intestat, la part du renonçant est dévolue à ceux qui y seraient appelés si le renonçant n'existait pas.

829. Dans les successions testamentaires, la part du renonçant est dévolue à ses cohéritiers, ou aux héritiers légitimes, d'après les principes posés aux articles 714 et 718, et à l'article précédent.

830. Le cohéritier auquel est dévolue la part du renonçant, peut la répudier, tout en conservant la part à laquelle il est appelé directement.

831. Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent accepter la succession du chef de leur débiteur, et en son lieu et place.

Cette acceptation aura lieu sous bénéfice d'inventaire.

Dans ce cas la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances; elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

832 La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de trente ans.

Cependant si l'héritier ne se déclare pas sur l'acceptation ou la renonciation dans les quarante-deux jours dès l'ouverture de la succession, il est passible des frais de poursuites dirigées contre lui, à moins qu'il ne justifie qu'il n'a pas eu connaissance du décès du défunt; dans quel cas les frais sont à la charge de la succession.

833. Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas déjà été acceptée par d'autres héritiers, le conjoint survivant, l'enfant naturel ou l'Etat; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.

834. On ne peut, même par contrat de

mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

835. Les héritiers qui auraient diverti ou recelé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer : ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation.

SECTION III.

Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.

836. Un héritier peut demander à être admis au bénéfice d'inventaire, quelle que soit la défense faite à cet égard par le testateur, et lors même que d'autres héritiers auraient accepté la succession purement et simplement.

837. Tant que la faculté d'accepter ou de répudier la succession n'est pas prescrite, l'héritier conserve le droit de demander le bénéfice d'inventaire, s'il n'a pas d'ailleurs fait acte d'héritier.

838. La demande du bénéfice d'inventaire doit être faite au juge de première instance du lieu où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

839. Ensuite de la demande du bénéfice d'inventaire, le juge devra désigner d'office une personne chargée d'administrer les biens.

Cette administration sera confiée de préférence à l'héritier, s'il présente des garanties suffisantes.

840. Le juge devra également faire procéder, d'office, à l'inventaire fidèle et exact des biens de la succession, et inviter les

créanciers et les légataires, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure civile pour les discussions, à faire inscrire leurs prétentions au greffe, sous la peine portée à l'article 845.

841. S'il existe dans la maison des objets susceptibles de dé périr ou dispendieux à conserver, l'administrateur de la succession fera procéder à la vente de ces effets, après y avoir été autorisé par le juge.

Cette vente se fera dans les formes prescrites pour la vente des meubles, en cas de discussion.

842. Dans les trois mois dès la clôture des inscriptions, l'héritier bénéficiaire sera tenu d'accepter la succession ou d'y renoncer.

Pendant ce délai, il ne pourra être obtenu de condamnation contre l'héritier.

843. Si l'héritier ne se déclare pas dans le terme fixé à l'article précédent, il sera censé avoir renoncé à la succession, et, s'il n'y a pas d'héritiers purs et simples, il sera procédé à la discussion de la succession.

844. L'héritier qui s'est rendu coupable de recelé, ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

845. L'effet du bénéfice d'inventaire est de mettre l'héritier bénéficiaire à portée de connaître la valeur de la succession, et, en cas d'acceptation, de n'être tenu, envers les créanciers et les légataires qui n'ont pas fait inscrire leurs prétentions, que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis.

846. Si les héritiers ou successeurs à titre

universel n'ont pas fait usage du bénéfice d'inventaire, ils sont tenus au paiement de toutes les dettes héréditaires, lors même qu'elles excèderaient la valeur des biens de la succession; mais pour réclamer la réduction des donations et des legs, il suffira qu'ils puissent établir de toute autre manière la consistance de ces biens.

847. Les créanciers hypothécaires qui, ensuite de l'invitation mentionnée à l'article 840, ne feraient pas inscrire leurs prétentions, sont déchus de leur droit d'hypothèque.

848. Les frais occasionnés par la demande du bénéfice d'inventaire sont à la charge de toute la succession.

SECTION IV.

Des successions vacantes.

849. Lorsque les héritiers légitimes auront laissé écouler le délai de trois mois sans se mettre en possession de la succession, sans y renoncer ou sans demander le bénéfice d'inventaire, le juge du lieu où la succession est ouverte, nommera d'office ou à la demande des intéressés, un curateur à la succession, et invitera, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure civile, tous les prétendants à titre d'héritiers à faire inscrire leurs prétentions au greffe.

Dans le cas d'urgence, le curateur sera nommé dès que les circonstances l'exigeront.

850. Le curateur à la succession est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un

inventaire ; il en exerce et poursuit les droits ; il répond aux demandes formées contre elle, et en administre les biens.

851. Si aucun héritier ne s'est présenté ensuite de l'invitation mentionnée à l'article 849, la succession est réputée vacante, et il sera procédé à la discussion.

L'excédant, s'il y en a, sera versé à la caisse d'Etat, sauf aux ayant-droit la faculté de le réclamer.

CHAPITRE III.

Du partage.

852. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision ; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions ou conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité : cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans ; mais elle peut être renouvelée.

Le testateur peut aussi défendre le partage de la portion disponible pendant un temps qui n'excèdera pas cinq ans.

853. L'action en partage , à l'égard des fils de famille, des mineurs ou des interdits, peut être exercée par leurs pères, tuteurs ou curateurs spécialement autorisés par le conseil de famille.

S'il y a plusieurs mineurs qui aient des intérêts opposés dans le partage , il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier.

854. La femme majeure mariée à un majeur non interdit, ne peut provoquer le partage sans le consentement de son mari.

Si le mari refuse son consentement, ou si la femme est mineure, elle ne peut provoquer le partage sans l'autorisation du conseil de famille.

Si le mari, par un motif quelconque, n'a pas l'administration des biens de sa femme, celle-ci exerce l'action en partage avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

La fille et la veuve majeures intentent cette action avec le consentement de leur conseil judiciaire

855. L'action en partage, à l'égard du cohéritier en état de présomption d'absence, est exercée par le curateur aux biens du présumé absent, avec l'autorisation du conseil de famille.

A l'égard du cohéritier dont l'absence est

déclarée, l'action appartient aux parens envoyés en possession.

856. Le mari ne peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des biens à elle échus; il peut seulement, s'il a le droit de jouir de ces biens, demander un partage provisionnel.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

857. L'action en partage, et les contestations qui peuvent s'élever entre les copartageans dans le cours des opérations; celles auxquelles peut donner lieu l'exécution du partage; ou celles qui auraient pour objet de le faire rescinder, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

858. Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer, le juge prononce comme en matière sommaire.

Il peut, au besoin, désigner quelqu'un pour représenter les cohéritiers qui refusent d'y procéder.

859. Chacun des cohéritiers peut demander sa part, en nature, des meubles et immeubles de la succession.

860. Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, ils doivent être vendus aux enchères publiques, en la forme établie pour la vente des immeubles des mineurs.

Néanmoins si les copartageans sont tous majeurs, non interdits et qu'ils y consentent,

la vente peut se faire par licitation entre eux.

861. Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur.

862. Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

863. Après ces prélèvements, il est procédé sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a

d'héritiers copartageans ou de souches copartageantes.

864. Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les fonds; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

865. L'inégalité des lots en nature se compense par un retour soit en créances, soit en argent.

866. Les lots sont faits par les héritiers, et, s'ils ne peuvent convenir entre eux, par un ou plusieurs experts.

Ils sont ensuite tirés au sort.

867. Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à pro-

poser ses réclamations contre leur formation.

Il pourra aussi demander une révision de taxe.

868. Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

869. Tout partage qui a pour objet des immeubles, et dans lequel des femmes mariées, des mineurs, des interdits ou des absents sans procureur sont intéressés, sera écrit par le greffier, en présence du juge, ou par un notaire, à peine de nullité.

870. Toute personne, même parente du défunt, qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage,

soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession.

871. Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageans, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageans qui y auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageans, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

872. Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en

fraude de leurs droits , peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence : ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais ; ils ne peuvent attaquer un partage consommé , à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux, et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

CHAPITRE IV.

Des rapports et des imputations.

873. Les donations entre-vifs faites par un ascendant à un descendant successible , sont censées faites à titre d'avancement d'hoirie, et doivent être rapportées à la masse par le donataire venant à la succession de l'ascendant, même en qualité d'héritier bénéficiaire , avec ses frères ou sœurs ou descendants d'eux, à moins que le donateur n'ait autrement disposé.

874. Lors même que dans le cas de l'article précédent, l'enfant ou descendant aurait été expressément dispensé du rapport, il ne pourra retenir la donation que jusqu'à concurrence de la portion disponible : l'excédant est sujet à rapport.

875. L'héritier qui renonce à la succession peut cependant réclamer le legs à lui fait. Il peut aussi retenir la donation entrevifs jusqu'à concurrence de la portion disponible, si la donation a été faite à titre de préciput et hors part ; et jusqu'à concurrence de la part héréditaire à laquelle il aurait eu droit en cas d'acceptation, si la donation a été faite à titre d'avancement d'hoirie.

876. Le don fait à celui qui n'était pas héritier présomptif du donateur lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, n'est pas sujet à rapport.

877. Les donations faites au descendant de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont toujours réputées faites avec dispense de rapport.

L'ascendant venant à la succession du donateur n'est pas tenu de les rapporter.

878. Le fils du donataire, venant à la succession de l'ascendant donateur, doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

879. Les donations faites au conjoint d'un descendant, sont réputées faites avec dispense du rapport.

Si les donations sont faites conjointement à deux époux, dont l'un seulement est descendant du donateur, la portion qui lui est donnée est seule sujette à rapport

880. Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers et pour le paiement de ses dettes.

881. Tout ce qui est laissé par testament est dispensé du rapport, à moins que le testateur n'ait ordonné le contraire, et sauf l'exception établie à l'art. 897.

882. Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et les présens d'usage ne doivent pas être rapportés.

883. L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.

Si l'immeuble qui a péri avait été aliéné par le donataire, celui-ci devrait en rapporter le prix.

884. Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

885. Le rapport n'est dû que par l'héritier en ligne descendante à son cohéritier, conformément à la disposition de l'art. 873; il n'est dû ni aux autres héritiers, ni aux légataires, ni aux créanciers de l'hoirie, à moins que le donateur ou le testateur ne l'ait ordonné, et sauf ce qui est prescrit par l'art. 897.

Ainsi le donataire ou le légataire de la portion disponible qui est en même temps héritier légitimaire, ne peut demander le rapport si ce n'est pour faire fixer sa part légitimaire : il ne peut jamais réclamer le rapport à l'effet d'augmenter la portion disponible.

886. Le rapport se fait en nature ou en moins prenant, au choix du donataire.

887. Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant, quand le donataire a aliéné ou hypothéqué l'immeuble avant l'ouverture de la succession.

888. Le rapport en moins prenant est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession.

889. Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

890. Il doit être pareillement tenu compte au donataire des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

891. Le donataire, de son côté, doit te-

nir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute ou négligence.

892. Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations et dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédens.

893. Lorsque le don d'un immeuble fait à un descendant successible avec dispense du rapport, excède la quotité disponible, le donataire peut, à son choix, ou rapporter l'immeuble en nature, ou le retenir en totalité, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

894. Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif

des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

895. Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix.

896. Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

897. Nonobstant ce qui est porté aux

articles 881 et 885, lorsque le donataire ou le légataire ayant droit à la portion réservée par la loi, demande la réduction des dispositions faites au profit d'un cohéritier ou d'un légataire même étranger, en soutenant qu'elles excèdent la portion disponible, il doit imputer sur sa réserve les donations et les legs qui lui ont été faits, à moins qu'il n'en ait été formellement dispensé.

La dispense d'imputation ne pourra cependant avoir aucun effet au préjudice d'un donataire antérieur.

Tout autre objet dont le rapport ne serait pas dû d'après les règles précédemment établies, sera pareillement dispensé de l'imputation.

CHAPITRE V.

Du paiement des dettes.

898. Les héritiers ou successeurs à titre universel sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour la part et portion qu'ils y prennent, et hypothécairement pour le tout; sauf leur recours, s'il y a lieu, contre les autres héritiers ou successeurs à titre universel, à raison de la part pour laquelle chacun d'eux doit y contribuer.

899. Le cohéritier ou successeur à titre universel qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit person-

nellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier, qui a payé la dette, se serait fait subroger aux droits des créanciers; néanmoins, le cohéritier conservera la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout autre créancier, sous la déduction de la part de cette créance qui serait à sa charge comme cohéritier.

900. En cas d'insolvabilité d'un des héritiers, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur tous les autres au prorata de la portion héréditaire de chacun.

901. Les créanciers et légataires de la succession peuvent demander, dans tous les cas, et contre tout créancier personnel de l'héritier, la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier.

902. Ce droit ne peut cependant plus

être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

903. Le droit de séparation se conserve sur les immeubles de la succession, par la seule inscription prise sur chacun de ces immeubles, dans les six mois dès l'ouverture de la succession, sans qu'il soit nécessaire que cette inscription soit précédée ou accompagnée d'une demande adressée à qui que ce soit.

Ce droit, en ce qui concerne les meubles, ne peut être exercé que tant qu'ils sont possédés par l'héritier, et il se prescrit par le laps de trois ans.

904. Dans les six mois mentionnés à l'article précédent, aucune aliénation des immeubles de la succession ne peut avoir lieu

au préjudice du droit de séparation des patrimoines.

Toutefois, ce droit pourra encore être exercé après les six mois quant aux immeubles qui existent dans la main de l'héritier, ou quant au prix qui serait encore dû de ceux qui auraient été aliénés ; mais sans préjudice du droit que des tiers auraient acquis sur ces biens dans l'intervalle.

905. L'inscription prise sur les immeubles de la succession en vertu du droit de séparation des patrimoines, donne à ceux qui l'ont requise le droit de les suivre entre les mains des tiers détenteurs.

906. Si l'inscription a été prise dans le terme mentionné à l'article 903, ou même après ce terme, mais avant le partage de la succession ; le créancier qui l'a requise peut agir hypothécairement, pour la totalité de

sa créance, contre l'héritier au lot duquel est échu l'immeuble sur lequel l'inscription a été prise.

Si ce droit n'a été exercé qu'après les termes ci-dessus mentionnés, le créancier ne peut agir contre chacun des héritiers que pour leur part héréditaire.

907. Les héritiers de la succession qui ont demandé la séparation des patrimoines, sont préférés, jusqu'à concurrence de l'inscription qu'ils ont prise, tant aux créanciers de l'héritier qu'aux créanciers chirographaires de la succession qui n'ont pas fait usage de ce droit. Mais en cas d'insuffisance de ces biens, ils n'auront recours sur ceux de l'héritier qu'après que tous les créanciers personnels de ce dernier, antérieurs à la demande en séparation, auront été satisfaits.

908. Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

909. Le légataire particulier n'est pas tenu du paiement des dettes de la succession, sans préjudice néanmoins de l'action hypothécaire des créanciers sur le fonds légué, et sauf le droit de séparation de patrimoine établi ci-dessus ; mais le légataire qui a acquitté la dette dont l'immeuble légué était grevé, demeure subrogé aux droits du créancier contre les héritiers.

CHAPITRE VI.

Des effets du partage et de la garantie des lots.

910. Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les

effets compris dans son lot , ou à lui échus sur licitation , et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

911. Les cohéritiers demeurent respectivement garans, les uns envers les autres, des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu , si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage ; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

912. Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire , d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être éga-

lement répartie entre le garanti et tous les cohéritiers solvables.

913. Les héritiers sont tenus, les uns envers les autres, à la garantie de la solvabilité des débiteurs de la succession.

Cette garantie ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage.

Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé.

CHAPITRE VII.

De la rescision en matière de partage.

914. Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision,

lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

915. L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fut qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais après le partage ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

916. L'action en rescision n'est pas admise contre une vente de droit successif faite

sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers, ou par l'un d'eux.

917. Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur état et leur valeur à l'époque du partage.

918. Le défendeur à la demande en rescision pour cause de lésion, peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

919. Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou en partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour cause de lésion.

Il n'est pas recevable non plus à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si

l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou à la cessation de la violence.

920. L'action en rescision pour cause de lésion se prescrit par deux années à compter du partage; celle en rescision pour dol ou violence se prescrit par quatre années depuis la découverte du dol ou la cessation de la violence.



TITRE V.

DES DONATIONS ENTRE-VIFS.

921. La donation entre-vifs est un acte spontané de libéralité, par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévoca-

blement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

922. Est aussi réputé donation tout acte de libéralité ayant pour cause la reconnaissance du donateur, le mérite du donataire, les services particuliers qu'on veut récompenser, ainsi que tout autre acte de libéralité par lequel on imposerait quelque charge au donataire.

CHAPITRE I.

De la forme des donations entre-vifs.

923. Toute donation entre-vifs doit être faite par acte passé devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats, sous peine de nullité.

924. La donation entre-vifs n'engagera

le donateur et ne produira son effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès.

L'acceptation pourra être faite ou dans l'acte même, ou par un acte devant notaire passé postérieurement et du vivant du donateur ; mais, dans ce dernier cas, la donation n'aura effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte d'acceptation lui aura été notifié.

925. Si le donataire est majeur, l'acceptation doit être faite par lui, ou en son nom, par la personne fondée de sa procuration, portant pouvoir exprès d'accepter la donation faite, ou un pouvoir général d'accepter les donations qui auraient été ou qui pourraient lui être faites.

926. La femme mariée ne pourra accep-

ter une donation sans l'autorisation de son mari.

Si la femme est mineure, et s'il s'agit d'une donation qui impose quelque obligation au donataire, il faut de plus l'autorisation du conseil de famille.

927. Si le mari refuse d'autoriser sa femme, le conseil de famille pourra l'autoriser, après avoir entendu ou appelé le mari.

928. Si le mari se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 95, les donations ne pourront être acceptées par la femme qu'avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

929. La fille majeure ne peut accepter une donation sans le consentement de son conseil judiciaire, ou en cas de refus de sa part, sans l'autorisation du conseil de famille.

930. La donation faite à un mineur ou à un interdit, doit être acceptée par le père, sous la puissance duquel se trouve le mineur, ou, dans les autres cas, par le tuteur ou le curateur.

En cas de refus de leur part, ou s'il s'agit d'une donation qui impose quelque obligation au donataire, l'acceptation aura lieu sous l'autorisation du conseil de famille.

931. Les donations faites aux personnes ou corps moraux seront acceptées par les administrateurs qui y seront autorisés par les réglemens respectifs, en se conformant à ce qui est prescrit par l'article 600 pour les donations testamentaires.

932. La donation dûment acceptée sera parfaite entre les parties, et la propriété des objets sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin de tradition.

Les donations en vue d'un mariage certain et déterminé, faites au plus tard le jour des nûces, soit par les conjoints l'un à l'autre, soit par tout autre en faveur de ceux-ci et des descendants à naître de leur mariage, ne pourront être attaquées par défaut d'acceptation.

933. Lorsque la donation d'immeubles sera acceptée par acte séparé, cet acte ainsi que sa notification, faite conformément à l'article 935, seront transcrits au bureau de la conservation des hypothèques dans chaque arrondissement de la situation des biens; et mentionnés en marge de la transcription de l'acte de donation, prescrite par la loi hypothécaire.

934. La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur; si elle comprend des biens à venir, elle

sera nulle à cet égard, sauf ce qui est établi pour les donations en vue de mariage.

Si la donation consiste dans l'obligation de payer une somme, ou autre chose déterminée seulement par le genre auquel elle appartient, elle sera considérée comme donation de biens présents, lors même que le paiement ne devrait se faire qu'à la mort du donateur et sur les biens qu'il laissera à son décès.

935. Toute donation faite sous une condition impossible, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sera nulle.

936. La donation entre-vifs, faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, sera nulle.

937. En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet com-

pris dans la donation , ou d'une somme fixe sur les biens donnés, s'il meurt sans en avoir disposé, le dit effet ou la dite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses ou stipulations contraires.

938. Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés , soit pour le cas de prédécès du donataire seul, soit pour le cas de prédécès du donataire et de ses descendants.

Ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur seul.

939. L'effet du droit de retour sera de résoudre toutes les aliénations des biens donnés et de faire revenir ces biens au donateur francs et quittes de toutes charges et hypothèques.

940. Les substitutions ne sont permises

par donations entre-vifs, que dans les cas et dans les limites déterminés par les actes de dernière volonté.

La nullité de la substitution ne portera aucune atteinte à la validité de la donation.

941. Le donateur pourra réserver à son profit, ou au profit d'une ou de plusieurs autres personnes, mais non pas successivement, l'usage ou l'usufruit des biens meubles ou immeubles compris dans la donation.

942. Lorsque la donation d'effets mobiliers aura été faite avec réserve d'usufruit, au profit du donateur ou d'un tiers, le donataire sera tenu, à l'expiration de l'usufruit, de prendre les effets donnés qui existeront en nature, dans l'état où ils seront, non détériorés par le dol ou par la faute de l'usu-

fruitier , et il aura action contre ce dernier pour les objets non existans , à moins qu'ils n'aient péri sans sa faute.

CHAPITRE II.

De la capacité de disposer et de recevoir par donation entre-vifs.

843. Sont incapables de disposer par donation entre-vifs :

Celui qui ne peut pas tester ;

Les mineurs, les interdits, et les personnes placées sous conseil judiciaire ou pourvues d'un administrateur provisoire, conformément aux articles 337 et 338. Cependant les fils de famille paurront , avec l'autorisation de leur père majeur et non interdit, et les autres incapables ci-dessus mentionnés, avec

l'autorisation du conseil de famille, donner par contrat de mariage à l'autre époux, tout ce que la loi permet à l'époux majeur et non interdit de donner à l'autre conjoint.

944. La femme majeure ne pourra donner entre-vifs sans l'autorisation du conseil de famille.

Cependant elle pourra, avec la seule autorisation de son mari, faire des donations en vue d'un mariage certain et déterminé, à moins que ce ne soit au profit des parens du mari jusqu'au troisième degré inclusivement : dans quel cas l'autorisation du conseil de famille est pareillement nécessaire.

945. Dans le dernier cas prévu à l'article précédent, les parens du mari ne pourront pas faire partie du conseil de famille.

946 Lorsque la donation faite par la

femme aura eu lieu sans le consentement du mari, elle ne préjudiciera pas à son droit de jouissance.

947. La fille majeure ne pourra donner entre-vifs sans le consentement de son conseil judiciaire.

Elle pourra cependant, par contrat de mariage, donner à son mari sans ce consentement; mais cette donation ne pourra, dans aucun cas, excéder la moitié de ses biens.

948. Les personnes incapables de recevoir par testament, ne peuvent acquérir par donation entre-vifs, même sous le nom de personnes interposées, dans les cas déterminés et suivant ce qui est réglé au titre *des successions testamentaires*, chapitre de la *capacité de disposer et de recevoir par testament*.

949. Toute donation entre-vifs au profit

d'un incapable est nulle, quoiqu'elle soit déguisée sous la forme d'un contrat onéreux.

L'incapacité résultant de la perte des droits civils ou de l'exercice de ces mêmes droits, en vertu d'un jugement de condamnation, même prononcé en contumace, rend également la donation nulle, lors même que l'incapacité qui existait au temps de la donation, aurait cessé à l'époque de l'acceptation.

CHAPITRE III.

De la réduction des donations entre-vifs.

950. Les donations entre-vifs, celles même qui, en vue de mariage, seraient faites soit entre époux, soit par des tiers aux époux ou aux enfans à naître, seront réductibles

à la quotité disponible, suivant les règles établies au titre *des successions testamentaires*, chapitre *de la portion dont on peut disposer par testament*, lorsque à l'époque du décès du donateur elles excéderont cette quotité.

On observera pour la réduction des donations entre-vifs, ce qui est prescrit par l'article 607, et les articles 609 et suivans de la section II du même chapitre, pour la réduction des dispositions testamentaires.

951. La réduction des donations entre-vifs ne peut être demandée que par ceux au profit desquels la loi établit une légitime ou réserve, par leurs héritiers ou ayant-cause.

Les donataires, les légataires ni les créanciers du défunt ne peuvent demander cette réduction ni en profiter.

952. Il n'y aura jamais lieu à réduire les

donations entre-vifs, qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires; et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes.

953. Le donataire restituera les fruits de ce qui excèdera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande judiciaire en réduction a été faite dans l'année, sinon du jour de la demande.

954. Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le seront sans hypothèques ou autres charges créées par le donataire.

955. L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers

contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes. Cependant les donataires ou leurs ayant-cause pourront empêcher la revendication en payant en argent ce qui pourrait être dû pour les réserves.

Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

CHAPITRE IV.

Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs.

956. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été

faite, pour cause d'ingratitude et pour cause de survenance d'enfans.

Cette révocation aura lieu avec ou sans charges créées par le donataire , conformément aux articles suivans ; et ce encore que la donation n'aurait pas été transcrite.

957. Dans le cas de révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur , libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire , et le donateur aura, contre les tiers détenteurs des immeubles donnés, tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

958. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude, que dans les cas suivans :

Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;

S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;

S'il lui refuse des alimens.

959. La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

960. La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du fait imputé par le donateur au donataire, ou du jour que ce fait aura pu être connu par le donateur.

961. La révocation pour cause d'ingratitude ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire. Cependant si l'action avait été intentée par le donateur contre le donataire, e*

que l'un ou l'autre fut décédé pendant l'instance, il pourra y être donné suite par les héritiers et contre les héritiers.

L'action pourra aussi être intentée par les héritiers du donateur, si celui-ci est décédé dans l'année du fait imputé. Mais si le donateur est décédé sans avoir eu connaissance de ce fait, le délai mentionné à l'article précédent ne commencera à courir contre les héritiers du donateur qu'à dater du décès de ce dernier, où du jour où ils auront pu connaître le fait d'ingratitude.

962. La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur les biens compris dans la donation, pourvu que le tout soit antérieur à la transcription mentionnée à l'article suivant.

Dans le cas de révocation , le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés , eu égard au temps de la demande , et les fruits , à compter du jour de cette demande.

963. La demande en révocation pour cause d'ingratitude sera transcrite au bureau des hypothèques , en désignant les immeubles qui en font l'objet , conformément à l'article 43 de la loi hypothécaire , et sera rappelée en marge de la transcription de la donation.

964. Les donations en faveur de mariage ne seront pas révocables pour cause d'ingratitude.

965. Toutes donations entre-vifs faites par des personnes qui n'avaient point d'enfans ou descendans légitimes , vivans au temps

de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur de mariage, par toute autre personne que par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

S'il s'agit de donations mutuelles, et qu'il survienne un enfant à l'un des donateurs, la donation faite par l'autre est également révoquée.

966. Cette révocation aura lieu encore que l'enfant du donateur fut conçu au temps de la donation.

967. La survenance d'un enfant né d'un mariage nul, contracté de bonne foi au moins par l'un des époux, opérera aussi la révocation même de la donation faite par l'époux qui a contracté de mauvaise foi.

968. La donation demeurera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés, et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour de la demande judiciaire pour recouvrer la possession des biens donnés.

969. Les biens compris dans la donation révoquée de plein droit, rentreront dans le patrimoine du donateur libres de toutes charges et hypothèques du chef du dona-

taire ou de ses ayant-droit, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement à la reprise des apports de la femme ou à l'exercice des droits résultant des conventions matrimoniales: ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage du donataire, et insérée dans le contrat, et que le donateur se serait obligé, comme caution, à l'exécution du contrat de mariage.

970. Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif; et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la donation a été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

971. Toute clause ou convention par

laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle, et ne pourra produire aucun effet.

972. Le donataire, les héritiers ou ayant-cause, ou autres détenteurs des choses données ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années, qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume; et ce, sans préjudice des causes légitimes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

CHAPITRE V.

Des donations faites en vue de mariage aux époux et aux enfans à naître et des donations entre époux.

973. Les donations en vue d'un mariage certain et déterminé, au profit des époux et des enfans à naître du mariage, pourront, nonobstant les dispositions de l'article 945, comprendre les biens que le donateur laissera au jour de son décès.

Pareille donation, quoique faite seulement au profit des époux ou de l'un d'eux, sera présumée faite au profit des enfans et descendans à naître du mariage, dans le cas où le donateur survivrait à l'époux donataire.

974. La donation mentionnée en l'article précédent sera irrévocable, en ce sens

seulement que le donateur ne pourra plus disposer à titre gratuit des objets compris dans la donation, si ce n'est pour des sommes modiques, à titre de récompense ou autrement, à moins qu'il ne se soit réservé une plus ample faculté de disposer.

975. La donation de biens à venir faite en vue de mariage, aura son effet sur les biens que le donateur laissera à son décès, déduction faite des dettes et charges de la succession.

976. La donation en vue d'un mariage certain et déterminé, dont il est parlé aux articles précédens, pourra être faite cumulativement des biens présens et à venir; auquel cas il sera libre au donataire, lors du décès du donateur, de s'en tenir aux biens présens, en renonçant au surplus des biens du donateur, pourvu que la donation ait été

légalement transcrite et que les biens présents y aient été désignés conformément à l'article 43 de la loi hypothécaire.

A défaut de cette transcription, le donataire ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront existans au jour du décès du donateur, déduction faite de toutes les dettes et charges de la succession.

977. Dans les donations, même de biens présents, faites en vue de mariage, la jouissance des biens donnés sera toujours censée réservée au donateur pendant sa vie, à moins de stipulation contraire.

978. Lorsque, dans une donation soit des biens présents, soit des biens à venir, faite en vue d'un mariage certain et déterminé, le donateur se sera réservé la faculté de disposer d'un des effets donnés, d'une quotité

ou d'une somme fixe à prendre sur les mêmes biens, la propriété en restera au donataire, si le donateur est décédé sans en avoir disposé.

979. Toute donation faite en vue de mariage sera sans effet, si le mariage ne s'ensuit pas.

980. La donation, faite à l'un des époux, des biens à venir, ou d'une partie des biens que le donateur laissera à son décès, demeurera sans effet, si celui-ci survit à l'époux donataire, et aux enfans issus du mariage en vue duquel la donation a été faite.

981. Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, donation de tout ce dont il est permis de disposer par testament, con-

formément aux articles 601 et suivans du titre *des successions testamentaires*, section I, du chapitre III, sans préjudice des dispositions portées à l'article 943.

982. Toute donation de biens présens, faite entre époux par contrat de mariage, ne sera point censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée.

983. La donation de biens à venir, faite entre époux par contrat de mariage, soit simple, soit réciproque, sera soumise aux règles ci-devant établies à l'égard des donations pareilles qui leur seront faites par des tiers; sauf qu'elle ne sera point transmissible aux enfans issus du mariage, en cas de décès de l'époux donataire avant l'époux donateur.

984. Les époux ne pourront, pendant le

mariage, se faire aucune libéralité, si ce n'est par actes de dernière volonté, dans les formes et suivant les règles prescrites pour ces actes.

985. L'homme ou la femme qui, ayant des enfans d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux, soit par contrat de mariage, soit par acte postérieur, une part plus forte que celle de l'enfant le moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens.

CHAPITRE VI.

Dispositions particulières.

986. Les dispositions relatives aux donations entre-vifs ne sont pas applicables aux

renonciations qui ont lieu à l'occasion de l'entrée en religion. Ces renonciations seront valables quoique faites par des mineurs, lesquels seront réputés majeurs, pourvu qu'ils aient atteint l'âge où il leur est permis de tester.

Ces renonciations pourront comprendre même les biens à venir que le renonçant acquerrait dans l'intervalle de temps écoulé entre sa renonciation et sa profession religieuse.

987. Elles cesseront d'avoir leur effet, et seront réputées comme non avenues, si le renonçant n'a par pris l'habit religieux dans les six mois à dater de sa renonciation.

Leur effet cessera pareillement, si le renonçant, après avoir été légitimement délié

des vœux qu'il a faits, rentre dans le monde dans les dix ans depuis l'émission des vœux.

988. Dans les cas prévus aux deux articles précédens, ceux au profit desquels les renonciations auront eu lieu, devront se conformer aux mesures conservatoires prescrites par l'article 809.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 3 juin 1851.

Le Président du Grand Conseil,

P. TORRENT.

Les Secrétaires,

RIBORDY, ALLET.

LOI TRANSITOIRE

**sur la mise en vigueur des cinq premiers
titres du troisième livre du Code civil.**

LE GRAND CONSEIL

DU

CANTON DU VALAIS,

SUR LA PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. Les cinq premiers titres du 3^e livre du Code civil, comprenant les articles 566 à 988 inclusivement, entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1852.

ART. 2. Le défaut d'institution d'héritier ne sera pas une cause de nullité du testa-

ment fait avant la mise en vigueur du titre *des successions testamentaires*, si le testateur n'est décédé qu'après la dite époque.

ART. 3. Les règles posées dans le nouveau Code sur l'interprétation des actes de dernière volonté, sont applicables aux testamens dont les auteurs décèderont après sa mise en vigueur, quelle que soit l'époque à laquelle ces testamens auront été faits.

ART. 4. Les substitutions fidéicommissaires, créées par actes devenus irrévocables avant la mise en vigueur de la partie du Code civil qui y est relative, seront régies, quant à leur durée, par la loi qui était en vigueur à l'époque où elles ont pris naissance.

ART. 5. La légitimation par rescrit du Grand Conseil est abolie.

Cependant, les enfans naturels qui auront été légitimés avant le 1^{er} janvier 1852, succèderont, et leur succession sera dévolue conformément à la loi du 12 mai 1827 sur les légitimations, encore qu'ils se trouveraient dans le cas prévu à l'art. 791 du Code civil.

ART. 6. Les droits du conjoint survivant, sur les biens de l'époux prédécédé, seront réglés par la loi sous l'empire de laquelle le mariage a été contracté.

ART. 7. La réduction des donations entre-vifs, faites avant la mise en vigueur du titre V du 3^e livre du Code civil, dont l'auteur décèdera après la dite époque, ne pourra être demandée que dans le cas où le droit ancien l'admettait.

La disposition de l'article 610 du Code

civil ne s'appliquera qu'aux donations faites après le 31 décembre 1851.

ART. 8. L'avant dernier alinéa de l'article 357 du Code civil est abrogé.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 4 juin 1851.

Le Président du Grand Conseil,
TORRENT.

Les Secrétaires,
RIBORDY, ALLET.



TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE TROISIÈME.

Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

	<i>Pages.</i>
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.	239
TITRE 1. Des successions.	244
TITRE 2. Des successions testamentaires	245
CHAP. 1. Du testament	245
CHAP. 2. De la capacité de disposer et de recevoir par testament	247
CHAP. 3. De la portion de biens dont on peut dis- poser par testament et de la légitime ou réserve; de la réduction et de l'exhé- redation	258
Sect. 1. De la portion de biens dont on peut disposer par testament, et de la lé- gitime ou réserve	258

	<i>Pages.</i>
<i>Sect. 2. De la réduction des dispositions testamentaires</i>	261
<i>Sect. 3. De l'exhérédation</i>	264
CHAP. 4. De la forme des testamens	268
<i>Sect. 1. Du testament olographe</i>	269
<i>Sect. 2. Du testament public</i>	271
<i>Sect. 3. Des testamens privilégiés</i>	275
<i>Sect. 4. Disposition commune aux différentes espèces de testamens</i>	280
CHAP. 5. De l'institution d'héritier et des legs	280
CHAP. 6. Du droit d'accroissement	306
CHAP. 7. Des substitutions.	310
CHAP. 8. Des exécuteurs testamentaires	318
CHAP. 9. De la révocation des testamens	321
TITRE 3. Des successions ab intestat.	324
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.	324
CHAP. 1. Des divers ordres de succession	331
<i>Sect. 1. Des successions déferées aux descendants</i>	331
<i>Sect. 2. Des successions déferées aux ascendants et aux collatéraux</i>	332
CHAP. 2. Des successions irrégulières	335
<i>Sect. 1. Des droits des enfans naturels sur les biens de leurs père et mère, et de la succession aux enfans naturels décédés sans postérité</i>	335
<i>Sect. 2. Des droits du conjoint survivant et de l'Etat</i>	339
TITRE 4. Dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat.	341
CHAP. 1. De l'ouverture des successions, de la saisine, et de l'envoi en possession des héritiers.	341

CHAP. 2. De l'acceptation et de la répudiation des successions	346
<i>Sect. 1. De l'acceptation</i>	346
<i>Sect. 2. De la renonciation aux successions.</i>	351
<i>Sect. 3. Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire</i>	353
<i>Sect. 4. Des successions vacantes</i>	360
CHAP. 3. Du partage.	361
CHAP. 4. Des rapports et des imputations	370
CHAP. 5. Du paiement des dettes	379
CHAP. 6. Des effets du partage et de la garantie des lots	384
CHAP. 7. De la rescision en matière de partage.	386
TITRE 5. Des donations entre-vifs.	389
CHAP. 1. De la forme des donations entre-vifs.	390
CHAP. 2. De la capacité de disposer et de recevoir par donation entre-vifs.	398
CHAP. 3. De la réduction des donations entre-vifs.	401
CHAP. 4. Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs	404
CHAP. 5. Des donations faites en vue de mariage aux époux et aux enfans à naître, et des donations entre époux	413
CHAP. 6. Dispositions particulières	418
LOI TRANSITOIRE	421



ERRATA.

Art. 590 à la fin , au lieu de 682, lisez 679.

Art. 591, § 3, ligne 4, au lieu de des ordres sacrés, lisez les ordres sacrés.

Art. 596, ligne 2, au lieu de n'indignité, lisez d'indignité.

Art. 620, ligne 5, au lieu de prèjudicièra, lisez préjudicièra.

Art. 623, ligne 1, au lieu de ologrophe, lisez olographe.

Art. 663, ligne 3, au lieu de seul, lisez seule.

Art. 687, ligne 1, après les mots : soit à titre universel, ajoutez soit à titre particulier

Art. 697, ligne 3, au lieu de mêmes espèces, lisez même espèce.

Art. 626, ligne 1, au lieu de porteront, lisez supporteront.

Art. 760, ligne 2, lisez ne révoquera pas.

Art. 782, ligne 5, au lieu de suscèdent, lisez succèdent.

Page 335, ligne 4, lisez des droits des enfans naturels sur les biens de leurs père et mère etc.

Page 336, ligne 4, lisez ou la mère.

Page 336, ligne 8, au lieu de laisse, lisez laissent.

Art. 824, ligne 4, au lieu de accepté, lisez acceptée.

Art. 907, ligne 1, au lieu de héritiers, lisez créanciers.

Art. 931, ligne 5, au lieu de article 600, lisez article 599.

Art. 933, ligne 4, au lieu de article 935, lisez 924.

Art. 940, ligne 3, au lieu de par, lisez pour.

Page 398, ligne 7, au lieu de 843, lisez 943.

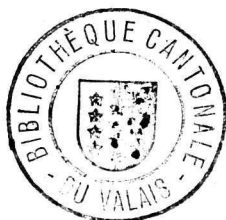
Page 398, ligne 14, au lieu de paurront, lisez pourront.

Art. 973, ligne 4, au lieu de article 945, lisez article 934.

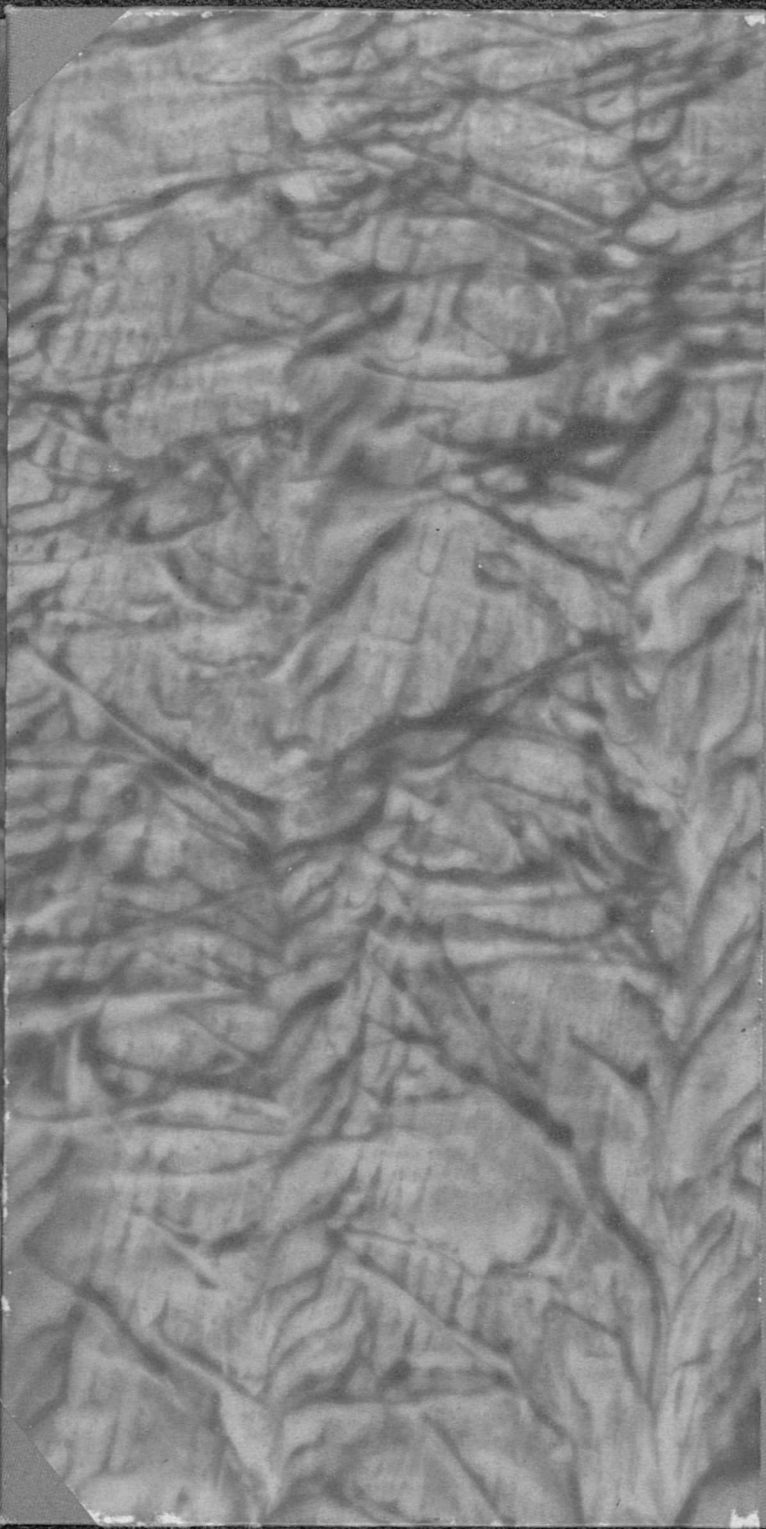
Art. 976, ligne 2, lisez et dont il est parlé etc.







3413



Code Civil de

1

